COI Focus

NIGER
Situation sécuritaire

12 juin 2020 (mise à jour) | Cedoca | Langue de l'original : français

DISCLAIMER:

Ce document COI a été rédigé par le Centre de documentation et de recherches (Cedoca) du CGRA en vue de fournir des informations pour le traitement des demandes individuelles de protection internationale. Il ne traduit aucune politique ni n'exprime aucune opinion et ne prétend pas apporter de réponse définitive quant à la valeur d'une demande de protection internationale. Il a été rédigé conformément aux lignes directrices de l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) et il a été rédigé conformément aux dispositions légales en vigueur.
Ce document a été élaboré sur la base d'un large éventail d'informations publiques soigneusement sélectionnées dans un souci permanent de recoupement des sources. L'auteur s'est efforcé de traiter la totalité des aspects pertinents du sujet mais les analyses proposées ne visent pas nécessairement à l'exhaustivité. Si certains événements, personnes ou organisations ne sont pas mentionnés dans ce document, cela ne signifie pas qu'ils n'ont jamais existé.
Toutes les sources utilisées sont référencées de manière simplifiée dans les notes en bas de page. À la fin du document, une bibliographie reprend les références bibliographiques complètes. Les sources simplement consultées sont également reprises dans une liste. Dans des cas exceptionnels, la source n'est pas mentionnée nommément. En cas d'utilisation d'une information spécifique contenue dans ce document, il convient de citer la source telle que mentionnée dans la bibliographie.
La publication ou la diffusion du présent document est interdite sauf accord écrit du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

This COI-product has been written by Cedoca, the Documentation and Research Department of the CGRS, and it provides information for the processing of individual applications for international protection. The document does not contain policy guidelines or opinions and does not pass judgment on the merits of the application for international protection. It follows the Common EU Guidelines for processing country of origin information (April 2008) and is written in accordance with the statutory legal provisions.
The author has based the text on a wide range of public information selected with care and with a permanent concern for crosschecking sources. Even though the document tries to cover all the relevant aspects of the subject, the text is not necessarily exhaustive. If certain events, people or organisations are not mentioned, this does not mean that they did not exist.
All the sources used are briefly mentioned in a footnote and described in detail in a bibliography at the end of the document. Sources which have been consulted but which were not used are listed as consulted sources. In exceptional cases, sources are not mentioned by name. When specific information from this document is used, the user is asked to quote the source mentioned in the bibliography.
This document can only be published or distributed with the written consent of the Office of the Commissioner General for Refugees and Stateless Persons.

Table des matières

Liste des sigles utilisés **3**
Introduction **5**
1. Bref historique **6**
2. Etat actuel du conflit **8**
2.1. Situation politique 8
2.2. Situation sécuritaire 10
2.2.1 Contexte général 10
2.2.2 Relevé des principales attaques 14
3. Parties en présence **15**
3.1. Forces internationales 15
3.1.1. Armée française : opération Barkhane 15
3.1.2. La Force Conjointe du G5 Sahel (FCG5S) 16
3.1.3. La Force multinationale mixte (FMM) 17
3.1.4. Autres forces internationales 18
3.2. Forces nationales 19
3.2.1. Forces de sécurité intérieure (FSI) 19
3.2.2. Forces armées nigériennes (FAN) 20
3.3. Groupes terroristes 21
3.3.1. Boko Haram 21
3.3.2. Etat islamique dans le Grand Sahara (EIGS) 22
3.4. Groupes armés à base communautaire 24
3.5. Groupes criminels 25
4. Typologie de la violence **26**
4.1. Attaques terroristes 26
4.2. Violences intercommunautaires 28
4.3. Banditisme 29
5. Cibles de la violence **30**
5.1. Civils 30
5.2. Forces de défense et de sécurité 32
6. Répartition géographique **34**
6.1. Front nord-ouest - Tillabéri et Tahoua 34
6.2. Front sud-est - Diffa 36
6.3. Sud du Niger - Maradi 37
6.4. Nord du Niger - Agadez 38
7. Déplacements de population **38**
8. Impact de la violence sur la vie quotidienne **41**
8.1. Besoin d'assistance humanitaire 41
8.2. Situation des enfants 42
8.3. Liberté de mouvement 42
Résumé **44**
Bibliographie **46**

Liste des sigles utilisés

ACLED	Armed Conflict Location & Event Data Project
AI	Amnesty International
AQMI	Al-Qaïda au Maghreb islamique
BBC	British Broadcasting Corporation
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CENI	Commission électorale indépendante
CNRS	Centre national de la recherche scientifique
DCAF	Centre for the Democratic Control of Armed Forces
DRC	Danish Refugee Council
EI	Etat islamique
EIGS	Etat islamique dans le Grand Sahara
EIAO	Etat islamique en Afrique de l'Ouest
EUCAP	European Union Capacity Building Mission
FAN	Forces armées nigériennes
FLM	Front de libération du Macina
FMES	Fondation méditerranéenne d'études stratégiques
FMM	Force multinationale mixte (Multinational Joint Task Force, MNJTF)
FSI	Forces de sécurité intérieure
GNN	Garde nationale du Niger
GANE	Groupes armés non étatiques
GATIA	Groupe d'autodéfense touareg Imghads et alliés
GRIP	Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité
GSIM	Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans
HCR	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
HD	Centre pour le dialogue humanitaire (Centre for Humanitarian Dialogue)
ICG	International Crisis Group
ISSAT	International Security Sector Advisory Team
ISS	Institut d'études de sécurité
MSA	Mouvement pour le salut de l'Azawad
MUJAO	Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest
MODEN	Mouvement démocratique nigérien
OCHA	United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
ONU	Organisation des Nations unies

PDI	Personnes déplacées internes
PNDS	Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PSDC	Politique de sécurité et de défense commune
RFI	Radio France internationale
RRM	Rapid Response Mechanisms
UE	Union européenne
UNOWAS	United Nations Office for West Africa and the Sahel
VOA	Voice of America
WANEP	Réseau ouest-africain pour l'édification de la paix

Introduction

Ce rapport met à jour un précédent COI Focus daté du 20 juin 2019. Il dresse un état des lieux de la situation sécuritaire au Niger, pour la période allant du 1er mai 2019 au 31 mars 2020. Toutefois, certaines décisions politiques prises en avril 2020 dans le cadre de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 sont citées dans ce rapport.

Le document se compose de huit chapitres. Le premier rappelle brièvement les origines et le développement du conflit. Le deuxième donne un aperçu de la situation politique et sécuritaire depuis le début de l'année 2018. Le troisième chapitre décrit les parties en présence : les forces internationales, les forces nationales de défense et de sécurité, les groupes armés terroristes, les milices communautaires et groupes criminels. Les trois chapitres suivants sont consacrés successivement à la typologie, aux cibles et à la répartition géographique de la violence. Les déplacements de population occasionnés par la violence et l'impact de cette dernière sur la vie quotidienne font l'objet des deux derniers chapitres.

Le Cedoca utilise comme sources principales deux rapports du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA) publiés en janvier et février 2020[1]. Parmi les autres sources consultées figurent le rapport périodique du Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU) concernant les activités du Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (United Nations Office for West Africa, UNOWAS) paru en décembre 2019[2] ainsi que les rapports du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR)[3]

Le Cedoca a aussi consulté les notes d'analyse du Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) consacrées à la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'Ouest de même que des rapports et des analyses des chercheurs de l'International Crisis Group (ICG) consacré à la situation sécuritaire à la frontière entre le Niger et le Mali. ICG est une organisation non gouvernementale (ONG) internationale impliquée dans la prévention et la résolution des conflits armés. Enfin, la presse internationale et locale a constitué une source importante d'informations. La recherche a été clôturée le 30 mars 2020.

Le relevé des incidents figurant dans ce COI Focus ne prétend pas à l'exhaustivité.

Les conditions de sécurité au Niger font l'objet d'un suivi continu par le Cedoca. Si des changements fondamentaux ou des développements modifiant significativement la situation sur place devaient se produire, le présent COI Focus serait mis à jour le plus rapidement possible.

[1] OCHA, 01/2020, url ; OCHA, 02/2020, url
[2] Nations unies, Conseil de sécurité, 30/12/2019, url
[3] HCR, 11/12/2019, url

1. Bref historique

Le 18 février 2010, le président Mamadou Tandja est renversé lors d'un coup d'état militaire après avoir tenté de se maintenir au pouvoir au-delà de la limite de deux mandats fixée par la Constitution[4]. Après une année de transition dirigée par le Colonel Salou Djibo, des élections locales, législatives et présidentielles ont lieu le 31 janvier 2011[5]. Mahamadou Issoufou, leader du Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS), opposant historique de Mamadou Tandja, est élu président de la République le 12 mars 2011[6].

Suite aux élections présidentielles et législatives qui ont lieu le 20 mars 2016, le président Mahamadou Issoufou est réélu pour un deuxième mandat de cinq ans malgré le boycott du deuxième scrutin par l'opposition qui demandait de nouvelles élections « transparentes et crédibles »[7].

Dans son programme politique intitulé *Renaissance acte 2* pour la période 2016-2022[8], le gouvernement met l'accent sur la lutte contre le terrorisme et le contrôle des flux migratoires[9].

Dans une note d'analyse du mois d'avril 2015, le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) rappelle que le gouvernement d'Issoufou, à peine installé, a dû faire face aux conséquences sécuritaires du conflit libyen, du conflit armé au Mali et de la présence d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) au Mali et de Boko Haram au nord du Nigéria[10].

Toujours selon le GRIP, le Niger est par ailleurs exposé au risque du développement de « l'économie criminelle », en particulier dans la zone saharienne[11]. Le GRIP rapporte qu'au prix d'importants efforts sécuritaires, le Niger a résisté au risque de propagation du conflit sur son territoire[12].

Carte de la zone sahélo-saharienne[13]

Depuis 2014, le Niger prend part à la lutte régionale contre le terrorisme à travers plusieurs programmes de coopération internationale avec les pays voisins. Le 19 décembre 2014, le Niger signe, avec quatre autres pays du Sahel (le Tchad, la Mauritanie, le Mali et le Burkina Faso), une Convention

[4] République française, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 18/04/2018, url
[5] GRIP (Deltenre D.), 07/04/2015, p. 2, url
[6] RFI, 14/03/2011, url
[7] VOA, 30/03/2016, url
[8] Renaissance acte 1 couvrait la période 2011-2015.
[9] ISSAT, 05/10/2018, url
[10] GRIP (Deltenre D.), 07/04/2015, p. 5, url
[11] GRIP (Deltenre D.), 07/04/2015, p. 2, url
[12] GRIP (Deltenre D.), 07/04/2015, p. 2, url
[13] PCF, s.d., url

qui porte les bases du G5 Sahel (G5S) : un cadre de coopération qui a pour but d'améliorer et de coordonner au niveau régional les politiques de développement et de sécurité[14]. Presque trois ans plus tard, le 2 juillet 2017, les chefs d'Etats du G5 Sahel lancent officiellement une force conjointe transfrontalière baptisée « Force conjointe du G5 Sahel (FCG5S) », soutenue par la France et actée par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU). Il s'agit d'une force militaire chargée de lutter contre les réseaux terroristes et extrémistes violents, la prolifération d'armes, le trafic d'êtres humains et la criminalité transnationale organisée[15]. En novembre 2017, le FCG5S lance sa première opération militaire baptisée « Hawbi » dans la zone des trois frontières entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger[16].

En février 2015, le sud-est du Niger est visé par les premières attaques d'envergure du groupe djihadiste nigérian Boko Haram et les autorités s'impliquent dans une nouvelle coopération internationale de lutte contre le terrorisme[17]. Le 9 février 2015, le Parlement autorise ainsi l'envoi de troupes au Nigéria pour participer à une Force multinationale mixte (FMM)[18] composée des pays du bassin du lac Tchad (Nigéria, Niger, Tchad et Cameroun) et chargée de combattre les islamistes[19].

Le Niger signe au mois de mai 2018 un autre accord de coopération sécuritaire, cette fois-ci avec la Libye, le Tchad et le Soudan, pour lutter contre le terrorisme et les réseaux criminels[20]. Durant l'année 2018, les autorités nigériennes participent à des campagnes contre les groupes terroristes aux frontières avec le Mali, le Nigéria, le Cameroun et le Tchad[21]. A l'issue d'un sommet tenu au Tchad le 15 décembre 2018, les présidents du Niger, du Nigéria et du Tchad, ainsi que le Premier ministre camerounais, renouvellent leur engagement dans la lutte contre le terrorisme et demandent à leurs partenaires internationaux une augmentation de l'aide financière accordée à la force régionale qui combat Boko Haram, la FMM[22].

La situation sécuritaire au Niger continue à se dégrader en 2017. Selon le rapport annuel 2018 d'Amnesty International (AI), en 2017, les conflits entre les groupes armés et les forces militaires tuent des dizaines des civils et génèrent une détérioration de la situation humanitaire[23]. Les régions les plus touchées sont, selon l'Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), une organisation américaine à but non lucratif qui collecte, analyse et répertorie les informations concernant les conflits, les régions de Diffa et de Bosso (sud-est), à proximité du Nigéria, visées par des attaques de Boko Haram, et les régions de Tahoua et de Tillaberi (ouest), proches du Burkina Faso et du Mali, où divers groupes terroristes sont actifs[24].

Suite à une augmentation du nombre d'attaques terroristes et des actes de banditisme dans la région de Tillaberi, l'armée nigérienne mène en novembre 2018 plusieurs opérations militaires et détruit des camps djihadistes dans la zone de Torodi (sud-ouest). Une autre offensive de l'armée nigérienne permet de repousser en octobre 2018 les groupes djihadistes maliens hors de la région de Tillaberi[25].

Selon le Secrétaire général de l'ONU, les conditions de sécurité dans la zone de la triple frontière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger continuent de se détériorer en 2018[26]. Un rapport du HCR révèle

[14] G5sahel.org, 29/09/2015, url ; France diplomatie, 18/04/2018, url
[15] France diplomatie, 06/2019, url ; Nations unies, Conseil de sécurité, 30/03/2017, p. 6, url
[16] L'Orient-Le Jour, 01/11/2017, url
[17] Libération, 06/02/2015, url
[18] En anglais, the Multinational Joint Task Force (MNJTF) ; son quartier général est à N'Djamena (Tchad).
[19] BBC, 09/02/2015, url ; France 24, 08/03/2016, url
[20] RFI, 02/06/2018, url
[21] USDOS, 03/2019, url
[22] Jeune Afrique, 15/12/2018, url
[23] AI, 01/02/2018, url
[24] ACLED (Vannice C.), 20/06/2017, url
[25] Africa Radio, 03/11/2018, url ; GRIP (Nsimba J.), 15/01/2019, p. 16, url ; Jeune Afrique, 13/11/2018, url
[26] Nations unies, Conseil de sécurité, 12/11/2018, p. 2, url ; France Info (Lachkar M.), 07/11/2018, url ; VOA, 06/11/2018, url

que, depuis le début de l'année 2019, la situation sécuritaire s'est également dégradée dans la région de Maradi, frontalière du Nigeria[27].

2. Etat actuel du conflit

2.1. Situation politique

Les autorités nigériennes ont commencé en 2019 les préparations en vue des élections présidentielles et législatives. Le Parlement a adopté le 24 juin 2019 le nouveau Code électoral en l'absence de l'opposition qui a boycotté le vote. Le Mouvement démocratique nigérien (Moden) a dénoncé le nouveau Code électoral comme étant non constitutionnel et favorable au parti de la majorité, le PNDS. Le texte interdit en effet la candidature des personnes ayant été condamnées à au moins un an de prison, ce qui empêche la candidature du chef du principal parti d'opposition, Hama Amadou[28]. Des manifestations d'ampleur contre le Code électoral et le gouvernement ont eu lieu dans la capitale suite aux appels lancés par l'opposition. Jeune Afrique rapporte que près de 2.000 personnes ont protesté le 28 septembre 2019[29].

Le Premier ministre nigérien Brigi Rafini a annoncé le 1er novembre 2019 l'ouverture d'un « Dialogue politique » entre l'opposition et les partis au pouvoir concernant l'organisation des élections générales prévues fin 2020 et début 2021[30].

Selon le calendrier publié le 16 août 2019 par la Commission électorale nationale indépendante (CENI), les élections régionales et municipales sont programmées le 1er novembre 2020 tandis que les élections présidentielles et législatives seront organisées le 27 décembre 2020 pour le premier tour et le 20 février 2021 pour le deuxième tour[31]. Le 15 octobre 2019, la CENI a débuté l'inscription biométrique des électeurs[32].

Souhaitant se recueillir sur la tombe de sa mère, le candidat principal parti d'opposition, Hama Amadou, est arrivé à Niamey le 14 novembre 2019 après un exil de trois ans entre la France et le Bénin[33]. Hama Amadou a annoncé son souhait de participer au Dialogue initié par le premier ministre nigérien. Quelques jours après, il a été incarcéré pour purger les huit mois restants d'une ancienne condamnation[34].

En ce qui concerne la pandémie de Covid-19, le gouvernement a pris en février 2020 une série de mesures telles que la fermeture des aéroports internationaux et de toutes les frontières terrestres, la mise en quarantaine des personnes venant de l'étranger, la fermeture des écoles ainsi que la fermeture de la capitale où 98 % des cas ont été enregistrés[35]. Toujours dans ce contexte, plus de 1.500 détenus dont l'opposant Hama Amadou ont été graciés le 30 mars 2020[36].

---

[27] HCR, 11/12/2019, url
[28] GRIP, 12/06/2019, p. 16, url
[29] Jeune Afrique, 28/09/2019, url
[30] Nations unies, Conseil de sécurité, 30/12/2019, p. 3, url
[31] GRIP, 11/10/2019, p. 17, url
[32] Nations unies, Conseil de sécurité, 30/12/2019, p. 3, url
[33] Hama Amadou avait été condamné à un an de prison pour complicité dans une affaire de trafic international de bébés, qu'il a qualifiée de « cabale politique ». Evacué d'urgence de sa cellule en 2016 pour recevoir des soins médicaux en France, il n'était plus rentré au Niger : BBC, 15/11/2019, url
[34] GRIP, 16/01/2020, p. 19, url
[35] UNICEF, 15/04/2020, url
[36] GRIP, 07/04/2020, p. 19, url

Plusieurs mouvements de contestation contre le couvre-feu et surtout contre l'interdiction des prières collectives dans les mosquées ont été signalés à Niamey en mars et avril 2020 selon la presse[37]. Début avril 2020, le gouvernement nigérien a imposé un couvre-feu dans la capitale entre 19h et 6h du matin pour lutter contre la propagation du Covid-19 et interdit les prières collectives. Suite aux émeutes contre ces mesures restrictives, le conseil des ministres a décidé le 22 avril l'assouplissement des horaires du couvre-feu, désormais entre 21h et 5h du matin[38].

S'agissant des autres mouvements de protestations dans le pays, le GRIP rapporte que plus d'un millier de personnes a protesté le 25 mai 2019 à Niamey contre la présence de bases militaires étrangères (particulièrement les bases françaises et américaines) au Niger. Selon le GRIP, les manifestants ont demandé un soutien plus important aux Forces armées nigériennes (FAN) et ont dénoncé « l'inertie des forces étrangères face à la menace terroriste sur le sol nigérien »[39]. Le pays a fait d'ailleurs face à plusieurs mouvements de contestation sociale en 2019 et 2020[40].

En matière de politique intérieure, un projet de décret portant création d'un Mécanisme national d'alerte précoce et de réponse aux risques sécuritaires a été adopté par le gouvernement nigérien en mars 2020. Le Niger a prévu de se doter d'un tel centre d'alerte suite à une décision prise par les membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)[41]. Un autre projet de loi visant à augmenter la proportion des femmes dans les fonctions électives (de 15 % à 25 %) et pour les postes de responsabilité au gouvernement (de 25 % à 30 %) a été adopté le 18 octobre 2019[42].

S'agissant de la politique extérieure, le gouvernement nigérien a adopté le 4 octobre 2019 un « Document de politique nationale des frontières » pour la période 2019–2035. Il vise « à renforcer la présence de l'Etat dans les zones frontalières à travers la sécurité, la gestion de la migration, l'amélioration de l'offre de services publics aux populations, la promotion du développement économique et l'intégration sous-régionale et régionale »[43].

Le Nigéria a fermé ses frontières avec ses voisins dès le 20 août 2019 pour lutter contre le trafic et la contrebande. Les pays concernés - le Niger, le Bénin et le Nigéria - ont décidé la mise en place de patrouilles communes pour arrêter les personnes en infraction le long des trois frontières[44].

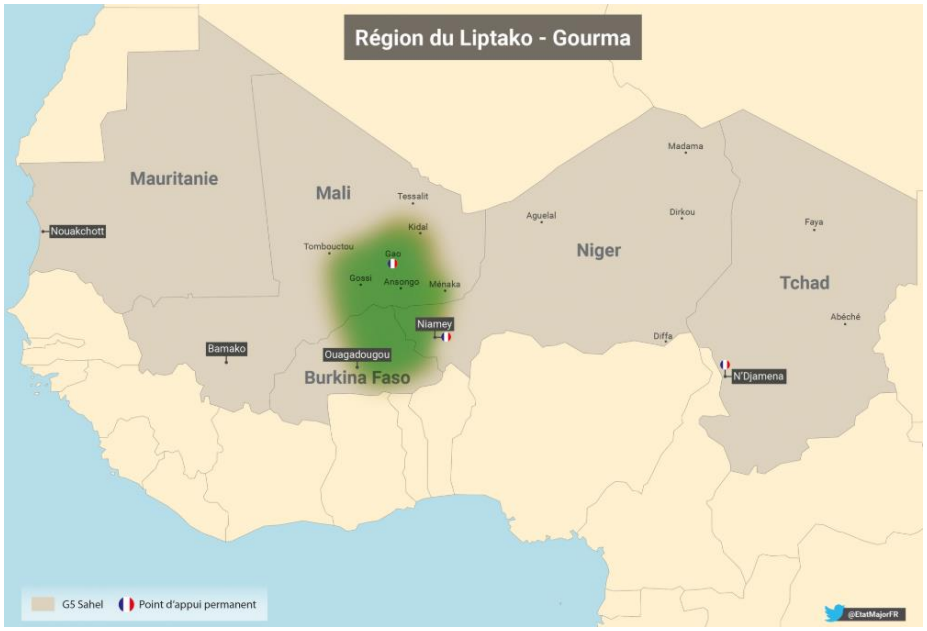
Le 7 juin 2019, le Niger a été élu, pour deux ans, membre non-permanent du Conseil de sécurité des Nations unies (NU) pour représenter le Groupe des Etats d'Afrique[45]. L'ambassadeur du Niger à l'ONU a précisé les priorités du pays : la paix et la sécurité, la lutte contre le terrorisme, la situation des femmes et des enfants en zone de conflit ainsi que l'impact du réchauffement climatique sur la sécurité et le développement[46].

[37] VOA Afrique, 22/04/2020, url; RFI, 21/04/2020, url;
[38] VOA Afrique, 22/04/2020, url
[39] GRIP, 12/07/2019, p. 17, url
[40] GRIP, 07/04/2020, p. 21, url; aNiamey, 06/03/2020, url ; RFI, 15/03/2020, url ; APA News, 16/03/2020, url ; GRIP, 07/04/2020, p. 21, url
[41] Sahel-Intelligence, 10/03/2020, url
[42] Xinhuanet, 19/10/2019, url
[43] Niamey et les 2 jours, 08/10/2019, url
[44] GRIP, 16/01/2020, p. 20, url ; RFI, 11/12/2019, url
[45] GRIP, 12/06/2019, p. 16, url
[46] GRIP, 07/04/2020, url

2.2. Situation sécuritaire

2.2.1 Contexte général

La situation sécuritaire au Niger s'est dégradée au cours des derniers mois de 2019, selon le HCR[47]. Le Secrétaire général de l'ONU indique, dans son rapport périodique sur les activités du Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel pour la période de juillet à décembre 2019, que les conditions de sécurité se sont détériorées en particulier dans le triangle du Liptako-Gourma et dans le bassin du lac Tchad, les forces de sécurité et de défense ayant subi de « lourdes » pertes[48].

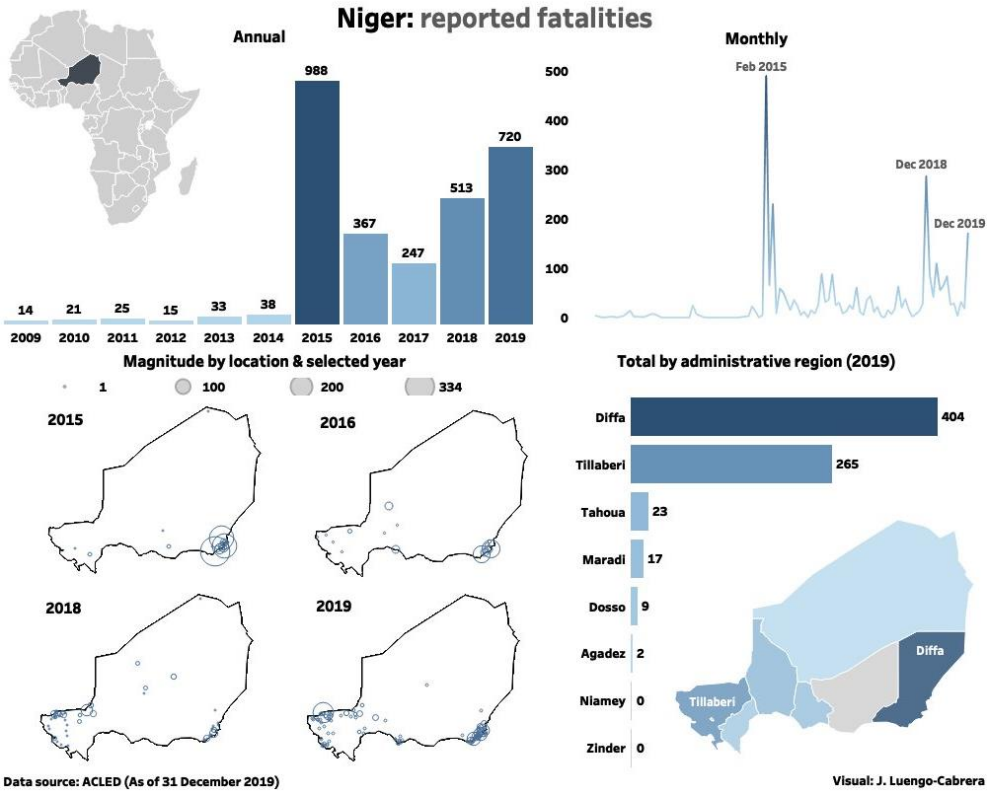


Région du Liptako-Gourma, aussi appelée « zone des trois frontières »[49]

Selon les données de l'ACLED, en 2019, 720 personnes ont été tuées dans les conflits au Niger. Les chiffres sont en hausse de 40 % par rapport à 2018, selon la même source. La région de Diffa (région du lac Tchad) a concentré la plupart des décès signalés (60 %), suivie par la région de Tillaberi (à la frontière avec le Mali et le Burkina Faso). Le mois de décembre a été le plus meurtrier, marqué par l'attaque de la ville d'Inates à l'ouest du Niger, près de la frontière malienne. Cette attaque revendiquée par l'Etat Islamique (EI) a fait 71 morts, 12 blessés et une trentaine de disparus, selon la presse, et 100 morts, selon l'EI[50].

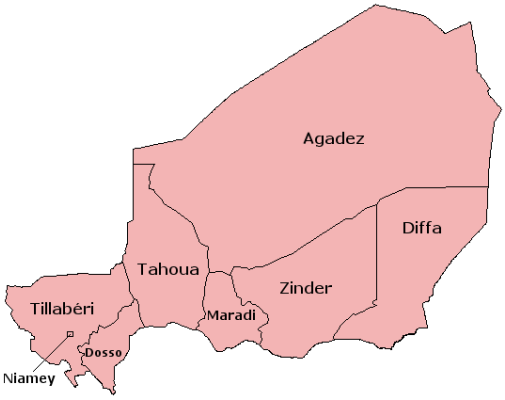
Chercheur pour l'ICG, José Luengo-Cabrera a compilé dans les graphiques repris ci-dessous les données de l'ACLED.

[47] HCR, 11/12/2019, url
[48] Nations unies, Conseil de sécurité, 30/12/2019, url
[49] République française, ministère de la Défense, 01/04/2019, url
[50] Le Parisien, 14/12/2019 , url ; Jeune Afrique, 12/12/2019, url



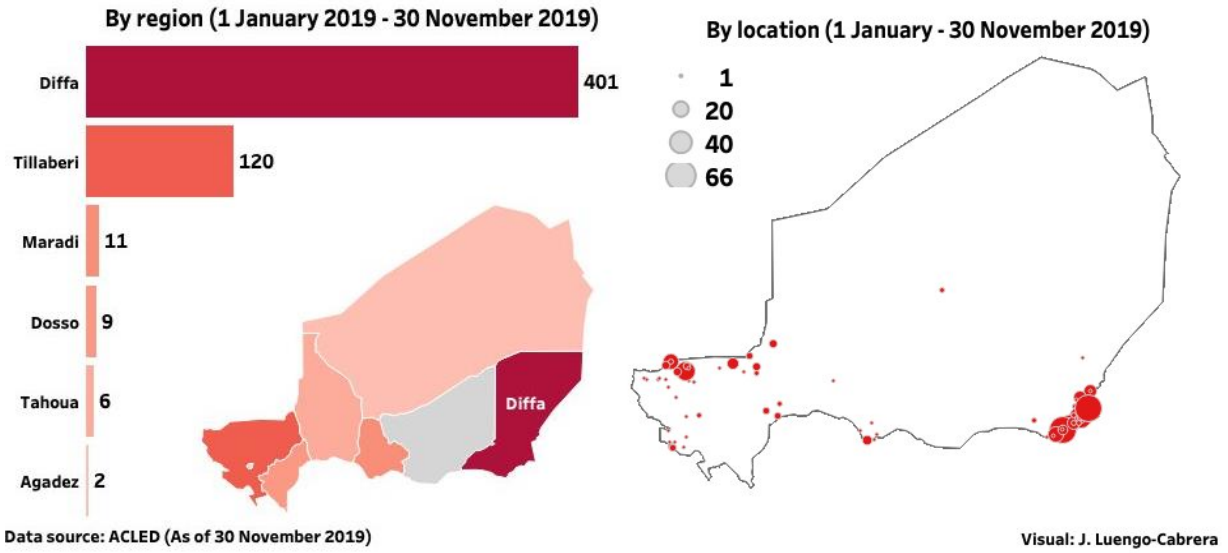
Répartition des victimes dans les conflits au Niger[51]

Par ordre d'importance, les régions impactées par la dégradation de la situation sécuritaire entre janvier et novembre 2019 sont Diffa avec plus de 400 morts (région près du lac Tchad voisine avec le Nigeria et le Tchad), Tillabéri avec 120 morts (frontière avec le Mali et le Burkina Faso), Maradi avec 11 morts (frontière avec le Nigéria) et Dosso Tahoua et Agadez avec moins de dix morts rapportés durant la même période.



Régions du Niger[52]

[51] José Luengo-Cabrera @J_LuengoCabrera, 14/01/2020, url
[52] Wikimedia commons credit Acntx at the English language Wikipedia, 01/08/2005, url



Répartition par région des victimes de violences entre le 1er janvier et le 30 novembre 2019[53]

Selon un monitoring du HCR datant du 29 février 2020 :

> « en 2020 la situation sécuritaire demeure imprévisible car plusieurs mouvements des GANE sont signalés par les populations le long des trois frontières avec des incursions et attaques dans le villages contre les positions des forces de défense et sécurité avec souvent l'utilisation des engins explosifs improvisés (EEI) »[54].

La dégradation de la situation sécuritaire est due à l'incursion de groupes armés radicaux qui commettent des exactions et s'en prennent aux personnes accusées de collaboration avec les forces de sécurité nigériennes mais aussi aux civils, selon une publication du HCR en décembre 2019. La même source précise qu'à cela, s'ajoutent la criminalité et le banditisme, la faible présence des forces de sécurité ainsi que les tensions intercommunautaires[55].

Le HCR détaille dans son rapport les risques encourus par la population :

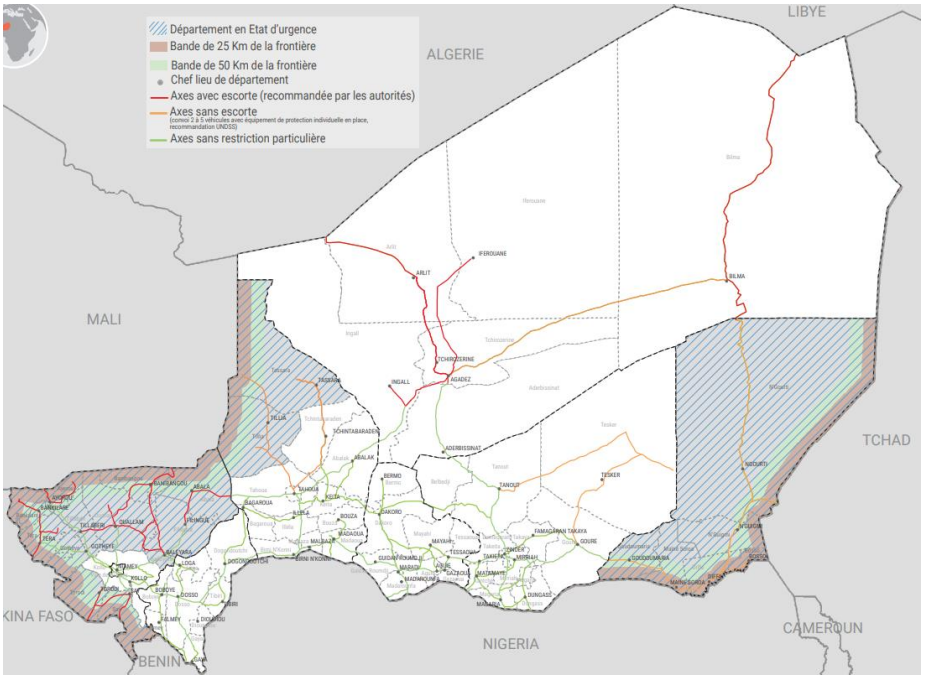
> « Du fait de l'insécurité croissante, les déplacements forcés de populations tant transfrontaliers qu'à l'intérieur même du pays dans les régions de Diffa, de Tillabéry, Tahoua et Maradi se sont traduits par une vulnérabilité accrue des populations concernées en termes de protection. Dans ces régions, les incidents sécuritaires et des violations de droits humains se produisent de manière relativement régulière. Les populations font face aux incidents de protection, aux incidents de protection de l'enfance, aux violences basées sur le genre, aux problématiques de logements, terres et biens, aux problématiques liées aux engins explosifs improvisés à celles liées à la documentation civile et peuvent être exposées à la traite des personnes »[56].

Selon le Secrétaire général de l'ONU, au deuxième semestre de 2019, les groupes armés non étatiques (GANE) ont attaqué les forces gouvernementales alors que les civils ont été victimes d'assassinats, d'enlèvements, de vols de bétail et de pillages[57].

[53] José Luengo-Cabrera @J_LuengoCabrera, 4/12/2019, url
[54] HCR, 29/02/2020, url
[55] HCR, 11/12/2019, url
[56] HCR, 11/12/2019, url
[57] Nations unies, Conseil de sécurité, 30/12/2019, p. 5, url

Un rapport de l'OCHA publié en janvier 2020 montre que les conditions de sécurité se sont davantage détériorées dans les zones frontalières avec le Mali, le Burkina Faso et le nord-est du Nigéria. D'après la source, « [o]utre les menaces classiques telles que la circulation des armes, le trafic de drogue, le trafic d'êtres humains et le banditisme transfrontalier, le Niger est soumis à la pression de la violence de groupes armés non étatiques sur trois fronts principaux », à savoir Tillabéri et Tahoua, Maradi et Diffa[58]. Le rapport ajoute que les groupes terroristes ont recours à des engins explosifs improvisés, ce qui constitue « une source d'insécurité et de préoccupation majeure pour les populations civiles et les acteurs humanitaires, particulièrement dans la région de Tillabéri »[59].

Face aux violences, le gouvernement a instauré à plusieurs reprises l'état d'urgence dans trois régions du pays. Dans la région de Diffa, l'état d'urgence est en vigueur depuis le 10 février 2015 et a été prolongé de trois mois en décembre 2019[60]. A Tillabéri, il a été proclamé le 24 janvier 2020 dans le département de Filingué et reconduit pour trois mois à partir du 9 février 2020 en raison de « la persistance de la menace terroriste »[61]. Enfin, dans la région de Tahoua, l'état d'urgence est régulièrement prorogé dans plusieurs départements depuis mars 2017[62]. L'état d'urgence est en vigueur dans 18 départements du pays : depuis le 10 février 2015 dans les départements de Ngourti, N'guigmi, Bosso, Diffa, Maine Soroa Goudoumaria et depuis le 03 mars 2017, dans les départements de Tillaberi, Gotheye, Say, Torodi, Téra, Ouallam, Ayorou, Bankilaré, Abala, Banibangou, Tassara et Tillia[63].



Départements en état d'urgence au Niger[64]

Le fonctionnement des ONG a également dû être adapté à la situation sécuritaire. Selon le GRIP, le ministre de l'Intérieur a décidé d'interdire les déplacements des ONG sans escorte militaire. Cette

58 OCHA, 01/2020, p. 11, url
59 OCHA, 01/2020, p. 23, url
60 Xinhua, 11/12/2019, url
61 Xinhua, 08/02/2020, url
62 Niger Focus, 15/06/2018, url ; Xinhua, 11/12/2019, url
63 OCHA, 02/2020, p. 23, url
64 OCHA, 02/2020, p. 24, url

mesure est valable depuis le 23 octobre 2019 dans toute la région de Tillabéri et dans deux départements de la région de Tahoua (Tassara et Tillia), qui sont situés à la frontière avec le Mali et qui ont été régulièrement sujets aux attaques terroristes[65]. Toujours dans la région de Tillabéri, la circulation des motos est interdite depuis janvier 2020 afin de contrôler les incursions de djihadistes opérant généralement sur des deux-roues[66].

2.2.2 Relevé des principales attaques

Le GRIP recense dans ses monitorings trimestriels les principaux incidents sécuritaires au Niger durant la période étudiée. Le relevé des incidents présenté ici ne prétend pas à l'exhaustivité, il vise uniquement à illustrer les différents types de violence.

Dans une opération menée entre le 8 et le 18 juin 2019 par les forces françaises, américaines et nigériennes, 18 terroristes affiliés à l'EIGS ont été tués dans l'ouest du pays. Dans une autre opération menée par les forces de la FMM le 2 juin 2019, 53 terroristes ont été « neutralisés » dans la région du lac Tchad[67].

Le 1er juillet 2019, l'EIGS a revendiqué une attaque qui a tué 18 militaires dans une base utilisée pour l'entrainement des soldats destinés à être déployés dans la MINUSMA. Cette base est située dans l'ouest du Niger, à Inates, près de la frontière avec la Mali. Selon un chercheur de l'ICG cité par le GRIP, les attaquants seraient partis d'une base de la Coordination des mouvements de l'Azawad de Kidal au Mali[68].

Le 24 juillet 2019, près de Niamey, la police nigérienne a intercepté une vingtaine d'armes à feu sur un passager en provenance du nord Mali[69].

Le 10 août 2019, 4 militaires appartenant à la FMM ont été tués lors du passage de leur véhicule sur un engin explosif près de Bosso, dans le sud-est du Niger[70].

Le 6 octobre 2019, une altercation entre les FAN basées à Dogon Kiriya (à l'est de Niamey) et des terroristes « lourdement armés » a fait deux morts et cinq blessés dans les rangs militaires[71].

Le 29 octobre 2019, le groupe terroriste Boko Haram a attaqué un camp militaire des FAN à Balbrine, près de la frontière avec le Tchad. Les FAN ont perdu 12 militaires dans cette attaque[72].

Le 9 décembre 2019, les terroristes ont attaqué une base militaire près de la frontière avec le Mali, à Agando. Un véhicule a explosé à l'entrée de la base, tuant trois soldats et blessant cinq autres[73].

Le 10 décembre 2019, des assaillants ont attaqué une position de l'armée nigérienne située à Inates, toujours à la frontière malienne. Au cours de cette attaque revendiquée par l'EIGS, 71 militaires ont été tués et 12 autres ont été blessés. Le président nigérien a annoncé trois jours de deuil national après cette attaque[74].

Les FAN ont perdu 89 soldats dans une attaque perpétrée par l'EI dans l'ouest du pays, à Chinégodar, le 9 janvier 2020. Les militaires nigériens ont tué 77 terroristes[75].

[65] GRIP, 16/01/2020, p. 22, url
[66] Le Figaro, 03/04/2020, url
[67] GRIP, 12/07/2019, p. 16, url
[68] GRIP, 10/10/2019, p. 19, url
[69] GRIP, 10/10/2019, p. 19, url
[70] GRIP, 10/10/2019, p. 18, url
[71] GRIP, 16/01/2020, p. 19, url
[72] GRIP, 16/01/2020, p. 19, url
[73] GRIP, 16/01/2020, p. 19, url
[74] GRIP, 16/01/2020, p. 19, url
[75] GRIP, 16/01/2020, p. 19, url

Un poste de police situé dans la région de Tillabéri a été attaqué le 11 février 2020 et deux policiers ont été tués[76].

Le 20 février 2020, les FAN appuyés par la force Barkhane ont neutralisé 120 terroristes dans le sud-ouest du Niger, selon les officiels nigériens[77].

Le groupe terroriste Boko Haram a attaqué un camp militaire situé à Chetimari, le 7 mars 2020. L'attaque a fait six morts et dix blessés parmi les soldats nigériens[78].

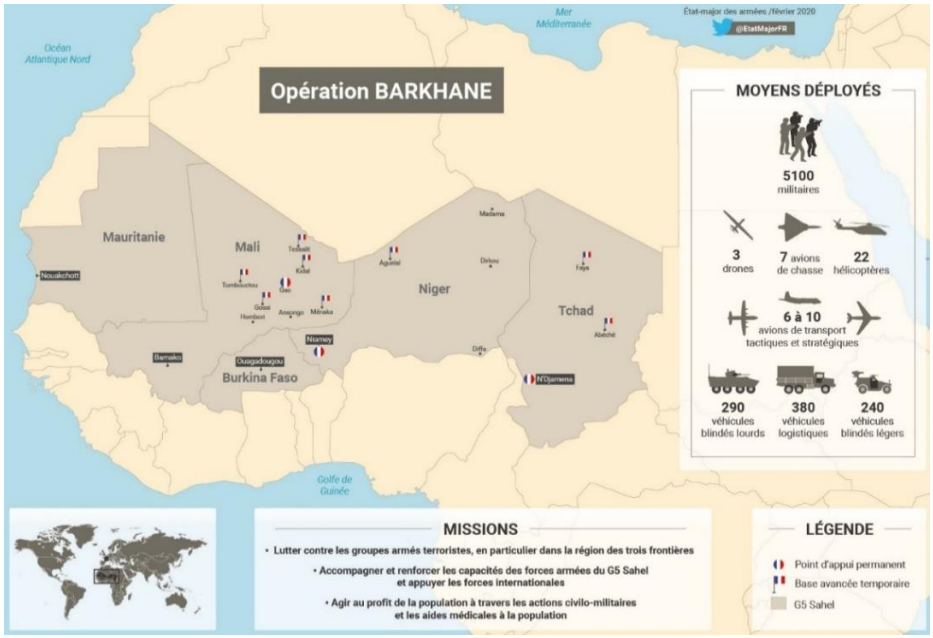
Une autre attaque soldée par neuf morts parmi les soldats a été perpétrée contre les forces de sécurité le 12 mars 2020 à Ayorou[79].

Le 16 mars 2020, les forces nigériennes ont tué 50 combattants de Boko Haram à Toumour dans la région de Diffa[80].

3. Parties en présence

3.1. Forces internationales

3.1.1. Armée française : opération Barkhane



Le déploiement de l'Opération Barkhane au Sahel[81]

Le dispositif Barkhane est une opération militaire menée par l'Armée française dont la mission est de lutter contre le terrorisme et les groupes djihadistes dans le Sahel. Elle a été lancée le 1er août 2014

[76] GRIP, 16/01/2020, p. 19, url
[77] Le Monde, 22/02/2020, url
[78] GRIP, 07/04/2020, p. 19, url
[79] GRIP, 16/01/2020, p. 19, url
[80] GRIP, 07/04/2020, url
[81] République française, ministère de la Défense, 17/02/2020, url

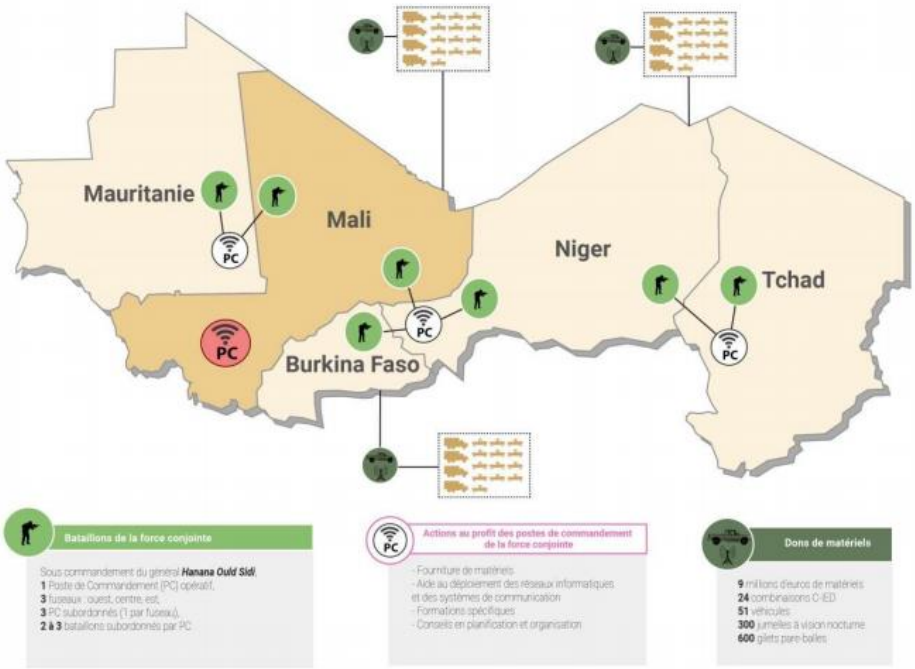
et couvre cinq pays (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad). En février 2020, le nombre de militaires engagés dans cette opération s'élève à 5.100 selon les chiffres du ministère français de la Défense. Dans un communiqué, la même source précise que « le 13 janvier dernier, lors du sommet de Pau, l'accentuation de l'effort de Barkhane dans la région du Liptako Gourma, a été réaffirmé par le président de la République, qui a annoncé un renfort de 220 soldats »[82]. Selon un rapport du GRIP de novembre 2016, la France dispose d'au moins quatre bases militaires au Niger[83].

Dans un dossier de presse datant de janvier 2020, le ministère français de la Défense explique :

> « Le dispositif de Barkhane s'articule autour des trois points d'appui permanents : Gao au Mali, Niamey au Niger et N'Djamena au Tchad. Pour pouvoir agir dans les zones les plus reculées, aux côtés des armées partenaires, des détachements sont également déployés sur des plateformes désert-relais ou sur des bases avancées temporaires »[84].

Selon le journal américain The Defense Post, 120 terroristes ont été neutralisés fin février 2020 dans une opération d'envergure conjointe avec les FAN et divers matériels ont été saisis et détruits[85].

3.1.2. La Force Conjointe du G5 Sahel (FCG5S)



Force conjointe du G5 Sahel[86]

Le Niger fait partie du G5 Sahel, avec le Mali, le Burkina Faso, le Tchad et la Mauritanie depuis sa création, le 16 février 2014[87]. Le 2 juillet 2017, les chefs d'Etats du G5 Sahel ont lancé une force conjointe transfrontalière baptisée « Force conjointe du G5 Sahel (FCG5S) » soutenue par la France.

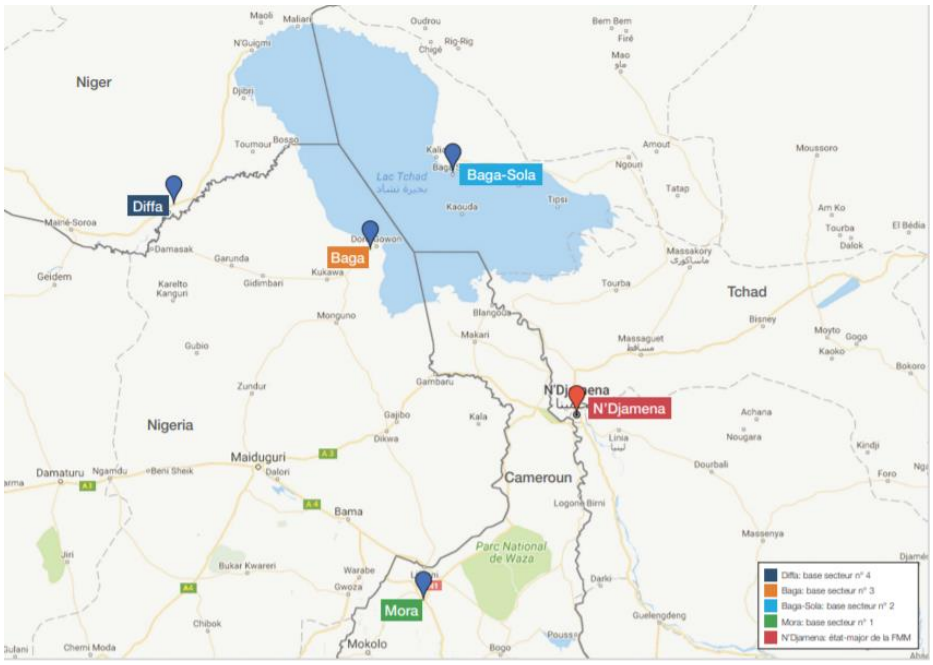
[82] République française, ministère de la Défense, 17/02/2020, url
[83] GRIP (Berghezan G.), 07/11/2016, pp. 9-10, url
[84] République française, ministère de la Défense, 17/02/2020, url
[85] The Defense Post, 22/02/2020, url
[86] République française, ministère de la Défense, 17/02/2020, url
[87] ASSN, 03/2020, p. 48, url

Il s'agit d'une force militaire chargée de lutter contre les réseaux terroristes et extrémistes violents, la prolifération d'armes, le trafic d'êtres humains et la criminalité transnationale organisée[88].

Entre octobre 2017 et juin 2018, la FCG5S, appuyée par l'opération Barkhane, a mené trois opérations dans la zone des trois frontières entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso[89]. La FCG5S a suspendu ses activités après une attaque djihadiste contre son quartier général de Sévaré (Mali), le 29 juin 2018. En janvier 2019, la presse internationale a annoncé la reprise des opérations. Il est prévu qu'à terme, la FCG5S sera composée de 5.000 hommes[90].

En mars 2020, l'armée française appuyée par les Forces armées maliennes (FAMA) et nigériennes (FAN) a mené une nouvelle opération conjointe dénommée « MONCLAR » dans la région des trois frontières. Selon La Libre Belgique qui cite des « sources proches du dossier », l'opération a réussi à éliminer « des dizaines » de terroristes et à détruire ou saisir de très nombreuses ressources militaires[91].

3.1.3. La Force multinationale mixte (FMM)



Région du Lac Tchad[92]

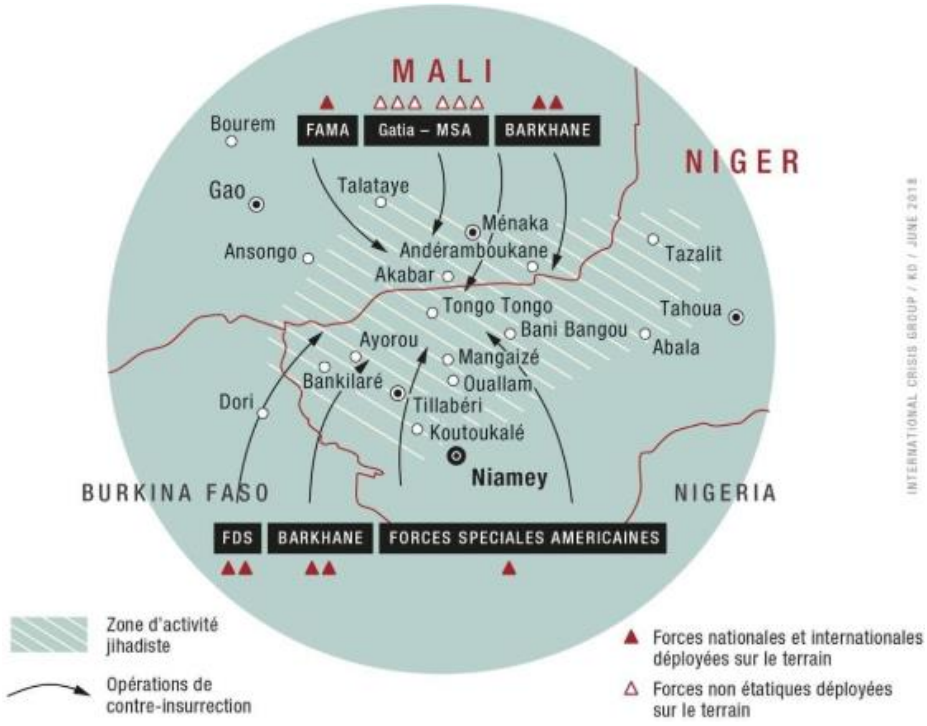
Depuis 2015, le Niger fait partie de la Force multinationale mixte (FMM) qui regroupe les pays du bassin du lac Tchad (Tchad, Cameroun, Niger, Nigéria). Cette force, dont le siège se trouve à N'Djamena (Tchad), est conçue pour répondre à la menace terroriste transnationale et réinstaurer la sécurité dans la région[93]. Ayant un effectif de 10.000 hommes, la FMM a lancé les premières opérations d'envergure en février 2016 contre Boko Haram[94]. Le rapport du Secrétaire général de l'ONU de juin 2018 souligne l'intensification des interventions de la FMM pour réduire les moyens opérationnels et

[88] France diplomatie, 06/2019, url ; Nations unies, Conseil de sécurité, 30/03/2017, p. 6, url
[89] Nations unies, Conseil de sécurité, 09/08/2018, p. 48, url
[90] Jeune Afrique, 20/01/2019, url
[91] La Libre, 27/03/2020, url
[92] ISS, 19/08/2016, url
[93] UE, 07/11/2018, url
[94] AA, 26/11/2019, url

la zone d'action de Boko Haram[95]. Selon le GRIP, en juin 2019, la FFM a neutralisé une cinquantaine de terroristes dans la région du lac Tchad[96].

3.1.4. Autres forces internationales

Les Etats-Unis sont aussi militairement présents au Niger. Un article de La Libre Belgique de janvier 2018 indique que les Etats-Unis possèdent avec la France une base sur l'aéroport de Niamey, utilisée par des avions de chasse et des drones[97]. Radio France internationale (RFI) annonce, en décembre 2017, la signature entre le Niger et les Etats-Unis d'un accord autorisant l'armement des drones américains, jusqu'alors déployés sur le territoire nigérien dans un but d'observation[98]. Début février 2019, le site The Defense Post mentionne l'inauguration d'un centre de communication et d'opérations destiné à l'armée nigérienne entièrement financé par les Etats-Unis. La source ajoute que ces derniers ont déjà fourni du matériel militaire au Niger[99].



Présence des forces nationales et internationales à la frontière Niger-Mali[100]

Un rapport de janvier 2020 publié par l'ICG précise que « les Etats-Unis renforcent aussi leur présence militaire, notamment l'utilisation de drones, avec trois bases au Niger, dont une base aérienne de 100 millions de dollars à Agadez, où des officiers américains forment l'armée de l'air nigérienne »[101]. En effet, les États-Unis ont inauguré en novembre 2019 une base aérienne située dans le nord, aux environs d'Agadez, connue sous le nom de « base aérienne nigérienne 201 »[102]. Selon la presse, le nord du Niger est un endroit stratégique qui offre la possibilité de surveiller « cette vaste région

[95] Nations unies, Conseil de sécurité, 29/06/2018, p. 6, url
[96] GRIP, 12/07/2019, url
[97] La Libre, 01/01/2018, url
[98] RFI, 02/12/2017, url
[99] The Defense Post, 04/02/2019, url
[100] ICG, 12/06/2018, url
[101] ICG, 06/01/2020, p. 9, url
[102] L'événement Niger, 02/11/2019, url

qui couvre le nord du Niger, le Tchad, le nord-est du Mali et le sud de la Libye »[103]. Début décembre 2019, le GRIP rapporte que les Etats-Unis ont également fait un don sous forme de matériel militaire à l'armée nigérienne engagée au sein de la FG5S dans les opérations anti-terroristes[104]. The Defence Post estime que le dispositif militaire américain au Niger est constitué de 800 hommes en février 2019[105].

La presse mentionne encore l'inauguration et l'ouverture d'un camp militaire de l'armée allemande au Niger en novembre 2018. Elle précise à cette occasion que près de 900 soldats allemands sont déployés dans la région du Sahel, dont 40 au Niger, afin de participer à la lutte contre le terrorisme et les migrations illégales[106].

La Belgique, le Canada, l'Allemagne, la Russie et les Emirats arabes unis ont des troupes au Niger ou ont signé des accords les engageant à envoyer des militaires ayant pour objectif, officiellement, la lutte antiterroriste[107]. En janvier 2020, le GRIP rapporte que « le gouvernement belge a autorisé le déploiement d'une centaine d'hommes des forces spéciales du SOR (Special Operations Regiment, ex-régiment para-commando) au Niger, afin d'y former un bataillon de l'armée nationale »[108].

Le Niger a signé fin juin 2019 un accord avec les Emirats arabes unis pour l'installation d'une base militaire à la frontière nord[109].

La présence des bases militaires étrangères sur le sol nigérien a été dénoncée lors de manifestations organisées dans la capitale en février 2018 et en mars 2019, à l'appel de l'opposition politique, des organisations de la société civile et des syndicats[110].

3.2. Forces nationales

3.2.1. Forces de sécurité intérieure (FSI)

Le Niger dispose de trois forces de sécurité principales : la police nationale, la gendarmerie nationale et la garde nationale du Niger[111].

La police nationale dépend du ministère de l'Intérieur. Elle est notamment responsable de la sécurité dans les centres urbains, de la protection des bâtiments gouvernementaux et des institutions ainsi que de la sécurité des membres du gouvernement[112]. En 2020, ses effectifs sont estimés à environ 8.600 policiers[113].

La gendarmerie dépend du ministère de la Défense. Sa mission est d'assurer la défense territoriale et le maintien de l'ordre tout en assurant des activités policières. En 2017, ses effectifs étaient de 7.200 personnes. La présence de la gendarmerie aux frontières a été renforcée en raison de l'augmentation des activités criminelles[114]. Un document officiel de la présidence nigérienne de 2018

[103] Afrique le 360, 06/11/2019, url
[104] GRIP, 16/01/2020, p. 22, url
[105] The Defense Post, 04/02/2019, url
[106] Intellivoire, 11/11/2018, url
[107] ICG, 06/01/2020, p. 10, url
[108] GRIP, 16/01/2020, p. 22, url
[109] GRIP, 10/10/2019, url
[110] Réseau International, 27/02/2018, url ; AA (Chahed N.), 16/03/2019, url
[111] ISSAT, 05/10/2018, url
[112] ISSAT, 05/10/2018, url
[113] ASSN, 03/2020, url
[114] ISSAT, 05/10/2018, url

mentionne la création de postes frontaliers de sécurité et d'unités de protection civile dans les régions de Maradi, Agadez, Tillabéry, Diffa et Zinder[115].

La garde nationale du Niger (GNN) dépend du ministère de l'Intérieur. Elle est responsable de la sécurité dans les zones rurales ainsi que de la surveillance des prisons. La GNN est également chargée de la protection des certains édifices publics et de personnalités[116]. En 2017, ses effectifs étaient de 9.000 agents[117].

Le rapport de l'International Security Sector Advisory Team (ISSAT) indique que le secteur de la sécurité bénéficie de contributions de la communauté internationale, que ce soit en matière de formation, d'assistance technique et d'appui logistique. La source mentionne l'European Union Capacity Building Mission (EUCAP) Sahel Niger ainsi que la coopération bilatérale avec la France, l'Allemagne et les Etats-Unis[118]. La mission EUCAP Sahel Niger s'inscrit dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) de l'Union européenne (UE). La mission a été lancée au Niger en 2012 afin de conseiller et de former les forces nigériennes en matière de sécurité, de lutte contre le terrorisme et le crime organisé. A partir de 2016, un volet concernant la migration irrégulière a été ajouté. En septembre 2018, le Conseil européen a prorogé le mandat de la mission pour deux ans. Le siège d'EUCAP Sahel Niger se trouve à Niamey. La mission est constituée d'une cinquantaine d'experts internationaux provenant des différents pays de l'UE[119].

3.2.2. Forces armées nigériennes (FAN)

Les FAN dépendent du ministère de la Défense et assurent la défense de l'intégrité du territoire national. L'effectif des FAN est estimé entre 15.000 et 20.000 hommes[120]. L'armée de terre et l'armée de l'air forment les FAN et sont placées sous l'autorité du chef d'état-major des armées[121].

Le rapport de l'ISSAT indique que pour faire face à la menace terroriste, le Niger n'a cessé d'augmenter son budget défense depuis plusieurs années[122]. Selon un article de septembre 2018 rédigé par l'Institut méditerranéen des hautes études stratégiques (FMES), le pays consacre 14,8 % de son budget à la sécurité et à la défense ce qui, dans un contexte sécuritaire qui ne cesse de se dégrader, est insuffisant. Le Niger a donc besoin d'une aide extérieure. Le Niger est le pays le plus pauvre du monde derrière la République centrafricaine, selon une évaluation du Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD) en 2017[123].

Le président Issoufou a annoncé début janvier 2018 le « […] renforcement de l'armée et la création d'infrastructures militaires pour améliorer la lutte contre les organisations terroristes et criminelles, notamment les groupes djihadistes sahéliens et Boko Haram »[124]. L'armée nigérienne mène également des opérations militaires d'envergure. Certaines opérations sont conjointes avec la force française Barkhane. Le rapport de 2018 de la présidence nigérienne mentionne le redéploiement des FAN et de la garde nationale dans les zones considérées comme sensibles, notamment les régions de Tillaberi et de Diffa ainsi qu' à proximité des sites pétroliers[125].

[115] Présidence de la République du Niger, 2018, url
[116] ASSN, 03/2020, url
[117] ISSAT, 05/10/2018, url
[118] ISSAT, 05/10/2018, url
[119] FMES, 24/09/2018, url
[120] ISSAT, 05/10/2018, url
[121] ASSN, 03/2020, url
[122] ISSAT, 05/10/2018, url
[123] FMES, 24/09/2018, url
[124] GRIP (de Labbey Q.), 09/04/2018, p. 14, url
[125] Présidence de la République du Niger, 2018, url

Mohammed Ibn Chambas, représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU et chef du bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, soulignait devant le Conseil de sécurité de l'ONU en janvier 2019 la « mobilisation massive » des forces de sécurité et de défense nigériennes face à des défis sécuritaires importants[126].

3.3. Groupes terroristes

Selon des déclarations du ministre de l'Intérieur nigérien en septembre 2017, la menace terroriste est incarnée au Niger par la présence de deux groupes : Boko Haram au sud-est et l'EIGS à l'ouest[127]. Dans son rapport paru en mars 2019, le département d'Etat américain mentionne ces mêmes groupes comme étant restés actifs en 2018. La source ajoute qu'en 2018, le Niger craignait par ailleurs la menace de groupes djihadistes implantés au Burkina Faso[128].

Selon le classement annuel 2019 du Global Terrorism Index du Institute for Economics and Peace[129], le Niger se trouve à la 23ème place sur 82 pays impactés par le terrorisme, après le Nigeria, la Libye, et le Mali et devant le Burkina Faso et l'Algérie[130].

3.3.1. Boko Haram

Boko Haram a été créé en 2002 au nord du Nigéria. Le groupe est présent au Nigéria, mais aussi dans le nord du Cameroun, au Niger et au Tchad. Boko Haram a prêté allégeance à l'EI en 2015[131]. La première attaque d'envergure du groupe sur le territoire nigérien a eu lieu en février 2015[132]. Fin 2019, le Global Terrorism Index classait Boko Haram parmi les quatre groupes terroristes les plus meurtriers au monde. Selon la même publication, Boko Haram est responsable de la mort de milliers de personnes dans la région du bassin du lac Tchad. Boko Haram a également été responsable d'au moins 615 décès liés au combat au cours des huit premiers mois de 2019[133]. Selon le journal La Croix, 174 soldats nigériens ont été tués entre décembre 2019 et janvier 2020 dans des conflits impliquant Boko Haram[134].

Le rapport de l'institut Small Arms Survey publié en janvier 2018 mentionne que plusieurs milliers de Nigériens[135] ont rallié Boko Haram, séduits par les discours de son fondateur, Mohamed Yusuf[136]. Le mouvement a incité les jeunes Nigériens de Diffa à s'enrôler en leur versant une allocation substantielle (jusqu'à 300.000 francs CFA par mois, soit 450 euros)[137]. La localité de Diffa se situe à environ cinq kilomètres de la frontière nigériane. La chercheuse Savannah de Tessières[138] explique, dans le rapport de Small Arms Survey, que le soutien d'une partie de la population nigérienne au mouvement nigérian

[126] Nations unies, Conseil de sécurité, 10/01/2019, url
[127] Le Monde (Le Cam M.), 15/09/2017, url
[128] USDOS, 03/2019, url
[129] Think thank australien dédié au développement de paramètres pour analyser la paix et quantifier sa valeur économique.
[130] IEP, 11/2019, url
[131] The New Humanitarian (Offner F.), 19/02/2018, url
[132] Small Arms Survey (de Tessières S.), 01/2018, pp. 28-29, url
[133] IEP, 11/2019, url
[134] La Croix, 26/03/2020, url
[135] L'auteur du rapport se base sur des interviews réalisées auprès de sources sécuritaires nigériennes mais précise que ces dernières ne disposent pas de chiffres exacts sur le phénomène.
[136] Small Arms Survey (de Tessières S.), 01/2018, pp. 28-29, url
[137] Le Figaro, 04/07/2018, url
[138] Savannah de Tessières est consultante senior pour Small Arms Survey et le Département des opérations de maintien de la paix de l'ONU (UNDPKO), ancienne coordinatrice et experte en armes du Groupe d'experts de l'ONU sur la Libye.

Boko Haram est dû au fait que, de part et d'autre de la frontière, les personnes appartiennent aux mêmes familles et aux mêmes tribus[139].

Les sources consultées parlent d'une scission du groupe en 2016, à la suite de divergences sur la question de son commandement[140]. Deux factions de Boko Haram sont mentionnées : le « canal historique » incarné par Abubacar Shekau, chef de Boko Haram depuis 2009, et une faction soutenue par Daesh[141], appelée Etat islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO)[142].

Les opérations militaires menées contre Boko Haram au Niger ont eu pour conséquence une diminution des enrôlements dans le groupe et une augmentation du nombre de repentis. En décembre 2016, les autorités nigériennes ont annoncé le lancement d'un programme d'amnistie et de réinsertion pour les anciens combattants[143]. Plusieurs procès de membres présumés de Boko Haram ont eu lieu. Le premier s'est tenu à Niamey en mars 2017. Il concernait 700 personnes qui, pour la plupart, avaient été arrêtées dans la région de Diffa à partir de 2013, selon le rapport annuel 2017-2018 d'AI pour le Niger[144]. Un nouveau procès de plusieurs centaines de militants de Boko Haram s'est tenu à Diffa en juillet 2018[145].

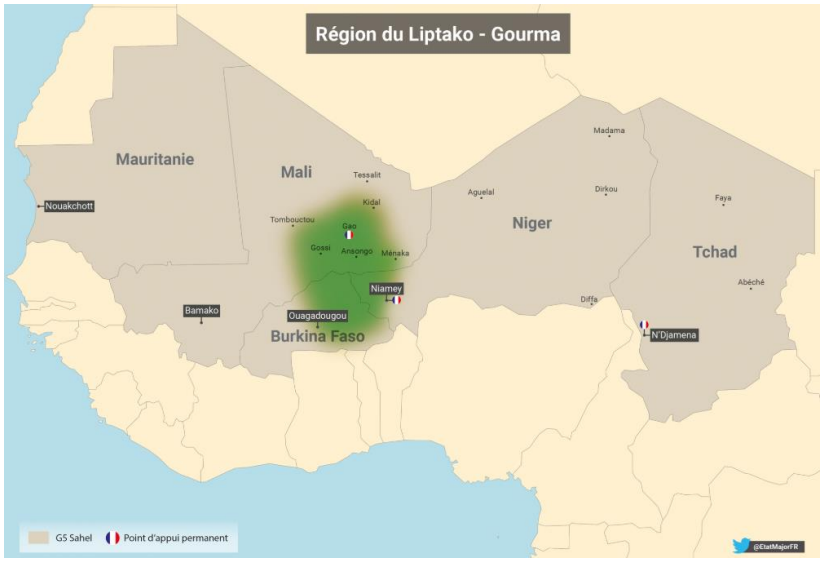
Dans un article publié en juin 2018, RFI explique que le mode opératoire de Boko Haram a évolué au cours des douze derniers mois et que l'usage des kamikazes s'est généralisé. La source relève aussi que les cibles de Boko Haram ont changé, le groupe s'en prenant davantage aux civils et moins aux forces de défense et de sécurité. Selon l'analyse faite par certains spécialistes, il s'agit là d'une preuve de l'affaiblissement du mouvement. Vincent Fouchner, chercheur au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), observe que si Boko Haram montre des signes d'essoufflement suite aux attaques menées par les forces armées de la région du lac Tchad, cela ne signifie pas pour autant la disparition du mouvement. Celui-ci a en effet déjà été dispersé à plusieurs reprises dans le passé avant de se reconstituer[146]. Le 16 mars 2020, le gouvernement a annoncé avoir tué 50 combattants « lourdement armés » et appartenant à Boko Haram[147]. Trois jours après, le ministère nigérien de la Défense a annoncé avoir tué une « figure de proue » du groupe djihadiste Boko Haram, Ibrahim Fakoura, lors d'une opération dans les îles du lac Tchad (sud-est)[148]. Selon le GRIP, une augmentation du nombre d'enlèvements perpétrés par Boko Haram a été constatée dans le dernier trimestre du 2019 dans la région de Diffa. La source explique que les responsables traditionnels sont enlevés car ils sont accusés de collaboration avec les forces de sécurité nigériennes[149].

3.3.2. Etat islamique dans le Grand Sahara (EIGS)

L'EIGS a été créé en 2015 par le porte-parole du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), Adnane Abu Walid Al-Sahrawi, qui a fait allégeance à l'EI la même année[150]. Son ralliement a officiellement été acté en octobre 2016[151]. Le groupe est actif dans une région située aux

[139] Small Arms Survey (de Tessières S.), 01/2018, p. 29, url
[140] The New Humanitarian (Offner F.), 19/02/2018, url ; RFI, 22/06/2016, url ; Les Yeux du Monde (Guillermin-Golet S.), 31/08/2016, url
[141] Ad-Dawla al-Islāmiyya (Daech) est le nom arabe de l'organisation État islamique (EI). Voir : Wikipedia, s.d., url
[142] Opex360 (Lagneau L.), 07/07/2018, url
[143] Small Arms Survey (de Tessières S.), 01/2018, pp. 29-30, url ; RFI, 29/12/2016, url
[144] AI, s.d., url
[145] Le Figaro, 04/07/2018, url
[146] RFI, 05/06/2018, url
[147] Le Figaro, 16/03/2020, url
[148] Le Monde, 20/03/2020, url
[149] GRIP, 16/01/2020, p. 22, url
[150] The New Humanitarian (Offner F.), 19/02/2018, url ; Huffpost, 14/01/2018, url
[151] Le 360 Afrique, 13/01/2018, url

confins du Mali, du Burkina Faso et du Niger, couramment appelée la « zone des trois frontières »[152] ou Liptako-Gourma[153].



Zone des trois frontières[154]

L'EIGS compte dans ses rangs de nombreux Peuls nigériens qui sont depuis longtemps en conflit avec les Touaregs maliens[155]. Le rapport de Small Arms Survey de janvier 2018 mentionne que, depuis le début de la crise malienne (2012), des Nigériens et surtout des jeunes Peuls ont été recrutés par des groupes terroristes actifs au Mali, comme AQMI, le MUJAO et Al-Murabitoune. Les tensions communautaires et les frustrations, ajoutées à la pauvreté et au sous-développement, sont exploités par ces groupes djihadistes. Selon la source, les jeunes Peuls ne rejoignent pas ces groupes pour faire le djihad mais pour se protéger des Touaregs avec lesquels ils sont en conflit sur la question des ressources[156].

Fin de l'année 2017, l'EIGS s'allie au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM). Le GSIM résulte de la fusion, en 2017, de plusieurs groupes djihadistes présents au Mali : Ansar Dine, Al-Mourabitoune, AQMI et le Front de libération du Macina (FLM), aussi appelé Katibat Macina. Le GSIM est dirigé par le chef d'Ansar Dine, le Touareg malien Iyad Ag Ghali[157].

Alors que le GSIM est surtout actif dans le nord et le centre du Mali, l'EIGS est présent à la frontière entre le Mali et le Niger[158]. Les deux groupes ont décidé de rester distincts tout en menant des actions communes[159]. Selon un communiqué du porte-parole de l'EIGS rapporté par la presse début janvier 2018, l'une de ces stratégies communes consiste à repousser la force du G5 Sahel hors de la zone des trois frontières[160].

L'EIGS a été déclaré « ennemi prioritaire » par le président français le 13 janvier 2020 lors d'un sommet du G5 Sahel tenu dans le sud de la France. Selon la publication online Africanews qui cite un analyste indépendant s'exprimant sous anonymat, l'EIGS reçoit aussi un appui technique de la branche

[152] Huffpost, 14/01/2018, url
[153] Libération, 12/12/2019, url
[154] République française, ministère de la Défense, 01/04/2019, url
[155] The New Humanitarian (Offner F.), 19/02/2018, url
[156] Small Arms Survey (de Tessières S.), 01/2018, p. 30, url
[157] Nations unies, Conseil de sécurité, 30/03/2017, p. 8, url ; Long War Journal (Joscelyn T.), 13/03/2017, url
[158] Opex360 (Lagneau L.), 13/01/2018, url
[159] GRIP (Ghys M.), 11/01/2018, p. 10, url
[160] Le 360 Afrique, 13/01/2018, url

de l'Etat islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO ou ISWAP en anglais). Africanews précise encore dans son article du 15 janvier 2020 que, « [s]elon la propagande islamiste, l'EIGS a été incorporé mi-2019 à l'ISWAP, qui est une faction dissidente du groupe Boko Haram au Nigeria »[161].

3.4. Groupes armés à base communautaire

Le long de la frontière entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso, plusieurs groupes armés ont fait leur apparition depuis 2010. Ces groupes revendiquent, selon les cas, des liens avec les groupes armés signataires de l'Accord au Mali ou avec des djihadistes, ou encore une légitimité communautaire « justifiant leur opposition aux Etats », selon le Centre pour le dialogue humanitaire (HD)[162]. La frontière commune entre le Mali et le Niger comporte de nombreux points de passage illégaux utilisés par les éleveurs, les commerçants ou des groupes de trafiquants et groupes armés originaires de la région. Deux points de présence permanente des services de sécurité sont mentionnés le long de cette frontière, qui s'étend sur 821 kilomètres[163]. Avec le Burkina Faso, le Niger partage près de 1.000 kilomètres de frontière[164].

Les tensions intercommunautaires sont plus souvent constatées dans ces régions proches de la frontière malienne et burkinabée. Dans un document de février 2020, le HCR explique les causes de tensions comme suit :

> « la fragmentation sociale basée sur les distinctions entre sédentaires et nomades, agriculteurs et éleveurs et les rivalités interethniques est aussi une source de tension historique exacerbée par le conflit, notamment dans la région de Tillaberi. L'accès aux ressources naturelles de plus en plus limité est une cause de tensions sociales. Enfin, les divisions au sein des populations soutenues (souvent sous contrainte) par des groupes armés, ont aggravé les tensions communautaires »[165].

Les analystes des conflits du Sahel trouvent un lien important entre les groupes terroristes et les conflits intercommunautaires. Selon le Centre d'études stratégiques de l'Afrique, ce sont les terroristes de l'EIGS qui ont exacerbé les tensions entre les Touaregs et les Peuls en exploitant la colère générée par le vol de bétail sur la frontière entre le Mali et le Niger. « Depuis plusieurs années, l'animosité grandissante entre ces communautés a renforcé l'insécurité dans ces zones » explique encore la source[166].

D'après l'Institut d'études de sécurité (ISS), les groupes extrémistes dans la zone Liptako-Gourma ne cherchent pas toujours à exacerber la violence locale mais ils exploitent les clivages intercommunautaires pour agrandir leur influence. Une étude de l'ISS portant sur l'extrémisme violent, la criminalité organisée et les conflits locaux dans le Liptako-Gourma, publiée en décembre 2019 indique :

> « Les données recueillies révèlent que la position des groupes extrémistes violents par rapport aux conflits locaux varie. (…) Trois principaux schémas illustrent l'attitude adoptée par les groupes face aux conflits locaux : i) ils s'impliquent directement dans le conflit en tant que parties prenantes, ii) ils interviennent comme « médiateurs » ou arbitres, iii) ils adoptent une attitude de non-ingérence, qui entraîne parfois un gel des conflits »[167].

[161] Africanews, 15/01/2020, url
[162] HD, s.d., url
[163] DDG, 07/2019, p. 15, url
[164] RFI, 09/05/2015, url
[165] HCR, 29/02/2020, url
[166] CESA, 14/01/2020, url
[167] ISS, 12/2019, p. 20, url

Pour expliquer la genèse des groupes armés à la frontière entre le Niger et le Mali, l'ICG affirme dans un rapport publié en juin 2018 que les violences en zone rurale se sont aggravées au cours des deux dernières décennies, sur fond de rivalités entre communautés. L'accès aux armes de guerre a rendu « beaucoup plus meurtrière » la violence entre ces groupes. Ainsi, des jeunes principalement issus des communautés nomades (notamment touareg, dossaak et peul) ont pu constituer des milices communautaires ; ils disent défendre les intérêts de populations nomades marginalisées, mais « ils ont souvent un comportement prédateur et font pression sur l'Etat pour obtenir des prébendes » [168].

En ce qui concerne l'extrême nord du Niger, les chercheurs d'ICG constatent, dans un rapport publié en janvier 2020, l'apparition de groupes d'autodéfense issus de la communauté toubou. Selon eux, il s'agit d'une conséquence directe de l'insécurité croissante liée au commerce illicite. Le document explique que dans la région du Kawar, le banditisme est devenu une menace tant pour les trafiquants que pour la population qui doit se déplacer. Le même rapport précise que « [f]ace à l'insécurité croissante liée à la dangerosité accrue du commerce illicite, les Toubou au Kawar ont lancé de nouveaux groupes d'autodéfense, dont plusieurs sont basés dans le Sud de la Libye déserté par l'Etat »[169].

3.5. Groupes criminels

Le HCR explique dans un rapport publié en décembre 2019 que des groupes criminels ou des individus profitent de la faible présence des forces sécuritaires pour commettre des crimes et délits (vols ou agressions) à l'encontre des populations[170].

Selon un rapport d'ICG publié le 6 janvier 2020, des groupes criminels violents sont impliqués, dans le nord du Niger, dans divers types de trafic. L'ICG note que, pour mieux se protéger dans un contexte de concurrence accrue, les trafiquants ont engagé des groupes armés, dont des bandits et des rebelles issus des minorités ethniques, et qu'ils ont conclu certains accords avec des responsables étatiques. Selon la même source, c'est le trafic de drogue qui est le plus associé aux conflits et à la violence que les autres types de contrebande. L'étude explique comment les trafiquants de drogue assurent le flux de contrebande :

> « Après l'effondrement de l'Etat dans le Nord du Mali et le Sud de la Libye, les trafiquants de drogue se sont armés, ont créé des milices ou ont payé des [d]jihadistes et d'autres groupes armés pour obtenir une protection et/ou un droit de passage. Dans le Nord du Niger, des dynamiques similaires sont à l'œuvre, bien que des arrangements entre les représentants de l'Etat et les trafiquants aient permis de contenir la violence. Les trafiquants s'affrontent et manipulent parfois la police pour qu'elle s'en prenne à leurs rivaux »[171].

Le rapport révèle que le banditisme représente une menace non seulement pour les trafiquants mais aussi pour les marchands, chauffeurs ou passagers qui doivent se déplacer pour gagner leur vie. Un expert du Sahel cité par l'ICG explique qu'un bandit est souvent un ancien rebelle sans contacts politiques. Selon ICG, suite à l'augmentation du nombre de bandits, les trafiquants sont contraints d'armer d'avantage leurs convois[172].

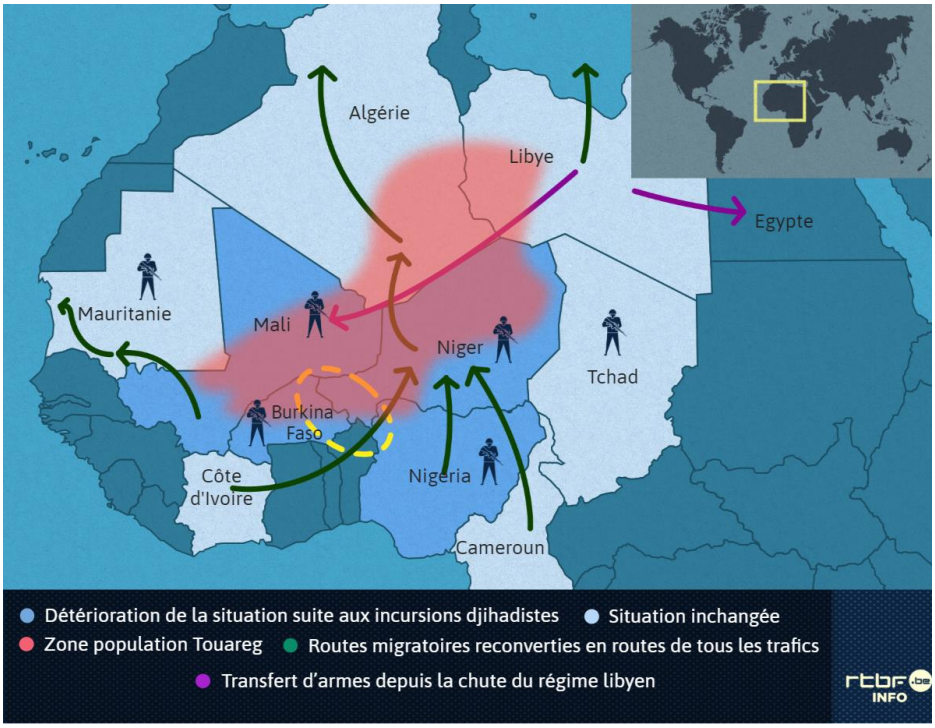
Jérôme Tubiana, chercheur au centre Small Arms Survey, rapportait, en juin 2018, que des groupes criminels sévissent au Niger à plus de 400 kilomètres au nord-est d'Agadez, dans une région proche de la Libye et du Tchad, et qu'ils franchissent les frontières sans encombre. Selon l'analyste, la majorité

[168] ICG, 12/06/2018, url
[169] ICG, 08/01/2020, url
[170] HCR, 29/02/2020, url
[171] ICG, 06/01/2020, url
[172] ICG, 06/01/2020, p. 18, url

d'entre eux sont des déserteurs de l'armée tchadienne, d'anciens rebelles tchadiens et soudanais dont certains ont été mercenaires en Libye. D'autres sont des chercheurs d'or nigériens, des passeurs de migrants ou encore des trafiquants de drogue[173].

4. Typologie de la violence

4.1. Attaques terroristes



Djihadisme en Afrique de l'Ouest[174]

Selon les chiffres rapportés par l'ONU et cités dans la presse, 2019 a été l'année la plus meurtrière pour les trois pays du Sahel (Mali, Niger et Burkina Faso), les attaques terroristes faisant plus de 4.000 morts parmi les civils et les forces de sécurité[175].

D'après les données de l'ACLED citées par un chercheur de l'ICG, 720 personnes ont été tuées au total au Niger en 2019 suite aux conflits, un chiffre en augmentation de 40 % par rapport à 2018[176]. Le bilan de l'OCHA pour les huit premiers mois de 2019 montre que 244 personnes ont été tuées dans les conflits armés au Niger, au cours de 225 attaques[177].

Dans son rapport périodique sur les activités du Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, pour la période de juillet à décembre 2019, le Secrétaire général de l'ONU précise que les GANE ont continué leurs attaques contre les forces gouvernementales à l'aide d'engins explosifs

[173] RFI, 11/06/2018, url
[174] RTBF, 26/02/2020, url
[175] France Info, 10/01/2020, url ; RTBF, 26/02/2020, url
[176] José Luengo-Cabrera @J_LuengoCabrera, 14/01/2020, url
[177] OCHA, 01/2020, p. 15, url

improvisés et de tirs de mortier et de roquette. Selon le même rapport, « la région située à cheval entre le Bénin, le Burkina Faso et le Niger sert de plus en plus souvent de base à l'État islamique du Grand Sahara et à d'autres groupes terroristes »[178].

La source ajoute que, durant la même période, dans la région de Tillabéri, les terroristes ont perpétré de multiples attaques contre les forces gouvernementales tandis que les civils ont été visés par des « actes sporadiques de violence »[179]. La circulation des motos est interdite depuis janvier 2020 dans cette région située dans la zone des trois frontières Niger-Mali-Burkina, afin de contrôler les incursions des djihadistes[180].

La région de Diffa, au sud-est du Niger, fait également l'objet depuis 2015 de nombreuses attaques terroristes de Boko Haram, basée au Nigeria[181]. Selon l'OCHA, la situation sécuritaire dans cette région est marquée en 2019 par les attaques répétées des GANE. La même source recense 674 victimes de Boko Haram (tuées, blessées ou enlevées) entre les mois de janvier et août 2019. Le rapport fait état de 37.738 déplacés à partir du mois de mars 2019, victimes d'une crise aggravée « du fait d'attaques répétées de groupes armés au sein des villages ». Le rapport de l'OCHA de janvier 2020 note que « [l]es moyens utilisés par les GANE ont évolué de l'utilisation de tirs d'armes légères à l'embuscade des convois sur les routes en utilisant des engins explosifs improvisés (IED) » [182].

Durant la période couverte par le présent rapport, les attaques terroristes ont continué à faire des victimes parmi les civils. Le 23 août 2019, douze civils ont été tués dans l'attaque du village de Lamana (région de Diffa) par des terroristes de Boko Haram. Les assaillants ont tué par balle onze personnes et égorgé une autre[183]. Le 7 octobre 2019, toujours dans la région de Diffa, une autre attaque du groupe Boko Haram a fait deux morts civils dans le village de Kinjandi[184].

En ciblant les garnisons et positions militaires, les terroristes cherchent à s'emparer d'armes et de munitions. L'ISS explique dans un rapport de février 2020 :

> « En s'appuyant sur l'effet de surprise, les assaillants arrivent en grand nombre, sur des motos ou à bord de voitures pick-ups, encerclent les casernes et les pilonnent avec des obus de mortiers ou des roquettes pour déstabiliser leurs défenses. Ces groupes utilisent en général des véhicules kamikazes pour ouvrir la voie à l'assaut en divers endroits. Les soldats submergés, les assaillants prennent alors contrôle de la caserne et s'emparent d'armes, de munitions et d'autres matériels »[185].

Quant au phénomène du kidnapping, le GRIP rapporte dans son monitoring pour la période d'octobre à décembre 2019 une augmentation du nombre d'enlèvements contre rançon perpétrés par les terroristes appartenant au groupe Boko Haram dans la région de Diffa :

> « Certains spécialistes observent qu'un phénomène d'acharnement à l'égard de responsables traditionnels prend place dans la région. Ils sont accusés par les groupes armés d'être des agents de l'État qui collaborent avec les forces de défense nigériennes »[186].

Selon un bilan de l'OCHA rapporté en janvier 2020, 283 enlèvements ont eu lieu en 2019 et 78 % d'entre eux ont eu lieu à Diffa avec demande de rançons[187].

[178] Nations unies, Conseil de sécurité, 30/12/2019, url
[179] Nations unies, Conseil de sécurité, 30/12/2019, url
[180] Le Figaro, 03/04/2020, url
[181] GRIP, url
[182] OCHA, 01/2020, p. 11, url
[183] GRIP, 11/10/2019, p. 18, url
[184] GRIP, 16/01/2020, p. 21, url
[185] ISS, 20/02/2019, url
[186] GRIP, 16/01/2020, p. 22, url
[187] OCHA, 01/2020, p. 58, url

En 2019, des chefs traditionnels nigériens ont été assassinés par des terroristes, accusés de collaborer avec l'Etat. Selon un général de l'armée nigérienne cité par le GRIP, « les terroristes visent quiconque représente l'État nigérien » [188].

4.2. Violences intercommunautaires

Le rapport du Secrétaire général de l'ONU sur les activités du Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel couvrant les six derniers mois de 2019 note que « l'exploitation des clivages communautaires et des différences religieuses et sectaires alimente le cycle des violences »[189].

L'OCHA a répertorié, dans son rapport paru en janvier 2020, quinze conflits intercommunautaires qui se sont soldés par le décès de 31 personnes durant l'année 2019. Le rapport note que les conflits intercommunautaires, accompagnés de représailles, s'ajoutent aux attaques des groupes armés, provoquant ainsi le déplacement forcé de la population locale, surtout dans la région de Diffa. Selon la source, « les conflits armés et intercommunautaires impactent également le vivre ensemble et la cohésion sociale entre les populations ». En même temps, « les victimes des conflits armés et des conflits intercommunautaires sont également victimes de la destruction de leurs biens et doivent vivre dans une précarité qui nécessite une réponse humanitaire d'urgence pour leur redonner espoir et pour leur permettre de vivre dignement »[190].

Selon le HCR, en 2019, des tensions intercommunautaires ont persisté « en particulier au niveau de Nguigmi, Diffa, Bosso, Ayerou, Tilia, Abala, Banibangou »[191].

Pauline Le Roux, assistante de recherche associée au Centre d'études stratégiques de l'Afrique, rapporte le 14 janvier 2020 que les groupes terroristes qui incitent à la violence représentent une autre source de tensions intercommunautaires. La source explique :

> « […] l'EIGS a exploité la colère générée par les vols de bétail, notamment commis le long de la frontière malo-nigérienne, pour exacerber les tensions entre nomades Touaregs (ces derniers étant perçus comme « voleurs de bétail ») et bergers peuls. Depuis plusieurs années, l'animosité grandissante entre ces communautés a renforcé l'insécurité dans ces zones » [192].

Selon un rapport de l'ISS publié en décembre 2019, les groupes extrémistes ne cherchent pas toujours à exacerber la violence locale, mais ils exploitent les clivages intercommunautaires pour accroître leur influence.[193].

D'après un rapport publié en janvier 2020 par l'ICG, le « phénomène du banditisme » au Kawar est devenu une menace tant pour les trafiquants que pour la population qui doit se déplacer dans cette région. En raison de l'insécurité liée aux divers trafic, de nouveaux groupes d'autodéfense issus de la communauté toubou ont fait ainsi leur apparition dans l'extrême nord du Niger[194].

La même source précise que dans l'extrême nord du pays, on observe des tensions et une détérioration des relations entre les Touareg et les Toubou, exacerbés par les violences en Libye. La situation est décrite par l'ICG de cette manière :

> « [l]es altercations entre les trafiquants et les bandits (appelés « coupeurs de route ») alimentent également les tensions entre les deux groupes. Les trafiquants touareg affirment que leur principale

[188] GRIP, 11/10/2019, p. 18, url
[189] Nations unies, Conseil de sécurité, 30/12/2019, p. 17, url
[190] OCHA, 01/2020, p. 15, url
[191] HCR, 11/12/2019, url
[192] CESA, 14/01/2020, url
[193] ISS, 12/2019, p. 20, url
[194] ICG, 08/01/2020, url

préoccupation sécuritaire a trait aux vols commis le long des axes routiers et prétendent que les bandits sont des Toubou (d'autres sources disent que les bandits sont tchadiens ou zaghawa, et signalent parfois qu'ils portent un uniforme militaire tchadien) »[195].

Dans les régions frontalières de Tillabéri et de Tahoua, ce sont les conflits interethniques au Mali qui ont des répercussions directes au Niger. L'OCHA précise que « l'accès aux ressources naturelles de plus en plus limitées est une cause de tensions sociales », ce qui renforce les tensions communautaires »[196].

Les conflits communautaires tant au Mali qu'au Niger sont exacerbés aussi par le changement climatique, selon le Comité international de la Croix-Rouge (CCIR). « Les tensions qui opposent depuis toujours les communautés d'éleveurs aux agriculteurs s'intensifient à cause du changement climatique, alors que les terres exploitables disponibles se réduisent et que les sources d'eau sont de moins en moins fiables », explique le président du CICR dans un article publié en janvier 2019[197]. Le partage des ressources naturelles peut être à l'origine de conflits communautaire. C'est le cas depuis trois ans entre communautés agricoles et pastorales dans la commune de Chétimari (Diffa), où le conflit a déjà fait 11 mort et plusieurs blessés[198].

Un autre conflit historique entre les communautés peules du Niger et daoussahaqs du Mali, localisé sur la bande frontalière entre le Mali et le Niger, est relevé par les chercheurs de l'ISS dans un rapport de décembre 2019[199].

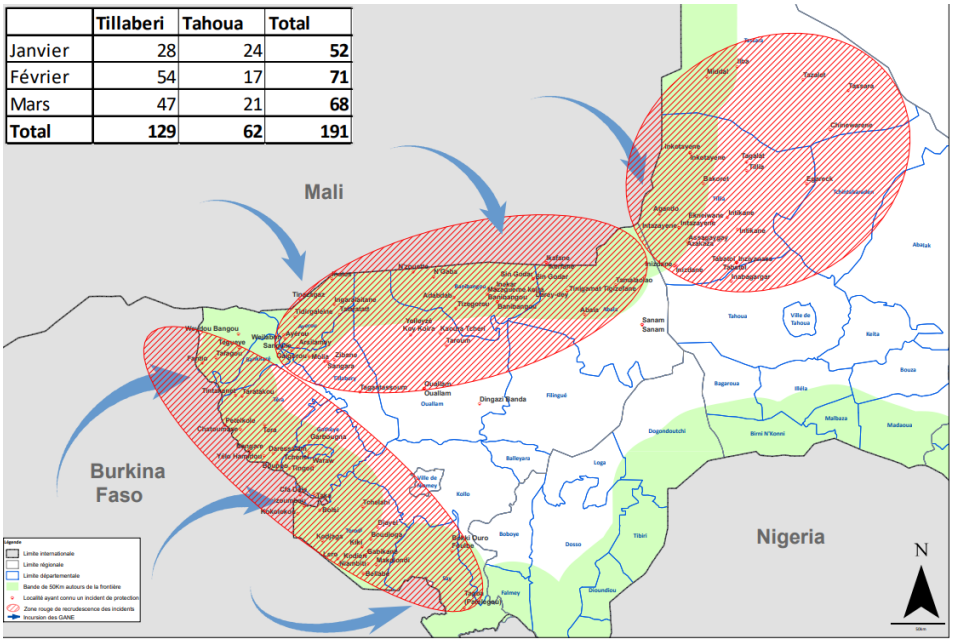
4.3. Banditisme

La situation sécuritaire au Niger est également affectée par la criminalité ou le banditisme, relève le HCR en décembre 2019, qui indique que « des groupes criminels ou des personnes profitent de la faible présence des forces de défense et sécurité pour commettre crimes et délits à l'encontre des populations »[200].

Les « incidents de protection »[201] contre les civils tels que vols et pillages, agressions physiques, attaques et incursions, enlèvements de personnes, agressions sexuelles, conflits et tensions intercommunautaires, engins explosifs improvisés, incendies volontaires, menaces et enlèvements de véhicules ont doublé en 2019 par rapport à 2018, selon l'OCHA. Dans son rapport publié en janvier 2020, l'OCHA a répertorié 1.175 attaques et incidents de protection contre les civils dans les régions de Diffa, Tillabéri, Maradi et Tahoua, durant les neuf premiers mois de 2019. Les zones principalement touchées sont les bandes frontalières avec le Mali (région de Tahoua et Tillabéri), le Burkina Faso (région de Tillabéri) et le Nigeria (régions de Maradi et Diffa). « Ces évènements tendent à accroître la précarité des ménages qui voient leurs ressources diminuer », explique le rapport[202]. L'OCHA observe également une augmentation de la délinquance juvénile en 2019 surtout dans la région de Diffa où les jeunes peuvent aller « même jusqu'à l'enrôlement dans les groupes armés non étatiques ou [à] la consommation de substances prohibées et [à] la constitution de "gangs" qui commettent de nombreuses exactions principalement dans les communes de Diffa, Nguigmi et Gueskerou »[203].

[195] ICG, 08/01/2020, p.17, url
[196] OCHA, 01/2020, p. 58, url
[197] CCIR, 22/01/2019, url
[198] Xinhua, 17/06/2019, url
[199] ISS, 12/2019, url
[200] HCR, 11/12/2019, url
[201] Les incidents de protection font référence aux attaques dirigées contre les civils
[202] OCHA, 01/2020, p. 22, url
[203] OCHA, 01/2020, p. 58, url

	Tillaberi	Tahoua	Total
Janvier	28	24	**52**
Février	54	17	**71**
Mars	47	21	**68**
Total	**129**	**62**	**191**



Evolution des incidents de protection au premier trimestre 2020 dans les régions de Tillabéri et Tahoua[204]

Le Secrétaire général de l'ONU affirme dans son rapport paru en décembre 2019 que, durant les six derniers mois de 2019, les civils ont été victimes de vols de bétail et de pillages commis par des groupes armés mobiles : « Dans la région de Maradi, le long de la frontière nigériane, environ 56 vols à main armée principalement imputés à des éléments armés provenant du Nigéria ont été recensés entre juillet et octobre »[205].

Le banditisme dans l'extrême nord du Niger pose problème tant aux civils qui se déplacent pour gagner leur vie (marchands, chauffeurs, passagers) qu'aux trafiquants qui doivent protéger leur « marchandise ». Selon l'ICG, en 2018 et 2019, les bandits appelés aussi « coupeurs de route » ont immobilisé environ 300 véhicules au Kawar, tuant parfois leurs occupants. « Un bandit est souvent un ancien rebelle sans contacts politiques. Plus les bandits prennent les armes, plus l'Etat déploie ses propres forces, ce qui conduit les trafiquants à armer davantage leurs convois », expliquent deux sources de l'ICG[206].

5. Cibles de la violence

5.1. Civils

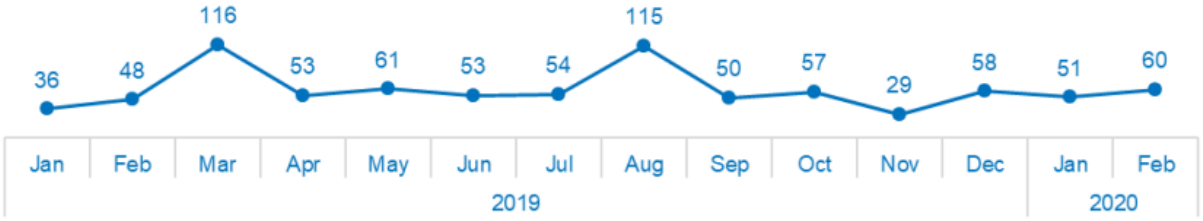
Le nombre de victimes civiles a été, en 2019, le plus élevé depuis le début de la crise sécuritaire qui a commencé en 2015 : des attaques, des enlèvements et des vols ont été enregistrés « presque quotidiennement » au Niger. Selon les statistiques de l'OCHA, durant les neuf premiers mois de 2019, 250 personnes ont été tuées et 250 autres ont été enlevées[207]. D'après les sources consultées, les

[204] HCR, 31/03/2020, url
[205] Nations unies, Conseil de sécurité, 30/12/2019, url
[206] ICG, 06/01/2020, p. 18, url
[207] OCHA, 01/2020, p. 11, url

civils sont victimes des actes commis par les GANE, mais aussi par des bandits et dans le contexte de conflits intercommunautaires[208].

Selon l'OCHA, de janvier à septembre 2019, dans les régions de Diffa, Tillabéri, Maradi et Tahoua, 1.175 attaques et incidents de protection ont été enregistrés, soit plus du double des incidents relevés en 2018. Durant la même période, « les engins explosifs improvisés ont constitué une source d'insécurité et de préoccupation majeure pour les populations civiles et les acteurs humanitaires, particulièrement dans la région de Tillabéri ». Les villages sont exposés aux infiltrations des GANE qui essayent de prendre le contrôle sur les populations et menacent le personnel enseignant et médical, lequel est contraint d'abandonner son poste pour sauver sa vie. Toujours en 2019, les marchés et les centres de santé ont été « fréquemment attaqués, des centaines d'écoles ont été incendiées et les enseignants sont systématiquement menacés et accusés de promouvoir l'éducation occidentale ». Ces incidents de protection affectent toute la population tandis que les enlèvements concernent plutôt les chefs communautaires, les femmes et les enfants ainsi que les personnes aisées[209].

Le rapport du Secrétaire général de l'ONU de décembre 2019 précise que, dans les six derniers mois de 2019, la population a été ciblée par des assassinats, des enlèvements, des vols de bétail et des pillages commis par des groupes armés mobiles. Entre juillet et octobre 2019, 56 vols à main armée, principalement imputés à des éléments provenant du Nigéria, ont été recensés le long de la frontière nigériane, dans la région de Maradi. Dans la région de Tillabéri, voisine avec le Mali et le Burkina Faso, les terroristes ont perpétré des actes « sporadiques de violence contre des civils »[210].



Evolution mensuelle des incidents de protection en 2019 et 2020 dans la région de Diffa[211]

Le HCR note en décembre 2019 que les principaux incidents de protection qui affectent la population sont les enlèvements, l'enrôlement dans les groupes armés, les assassinats ciblés, les violences physiques, les braquages et les vols. Des violations de droits humains se produisent de manière régulière dans les régions de Diffa, Tillabéry, Tahoua et Maradi. Toutes les populations sont globalement affectées mais les plus touchées sont les déplacés, les réfugiés, les rapatriés, les populations hôtes vulnérables ainsi que les personnes à « besoins spécifiques ». Concernant les enfants, le HCR précise qu'ils « sont particulièrement vulnérables et subissent de nombreux incidents de protection comme des abus et exploitations sexuelles, des mariages forcés, du travail, de l'enrôlement forcé dans les groupes armés ainsi que des séparations et abandons »[212].

Le GRIP a recensé deux attaques, par des membres de Boko Haram, de villages situés dans la région de Diffa les 23 août et 7 octobre 2019, ayant causé la mort de 14 civils[213].

[208] OCHA, 01/2020, url ; OCHA, 02/2020, url ; Nations unies, Conseil de sécurité, 30/12/2019, url ; HCR, 11/12/2019, url
[209] OCHA, 01/2020, url
[210] Nations unies, Conseil de sécurité, 30/12/2019, p. 5, url
[211] HCR, 31/03/2020, url ;
[212] HCR, 11/12/2019, url
[213] GRIP, 16/01/2020, url ; GRIP, 11/10/2019, url

Une opération baptisée « Saraounia », menée par la police nigérienne en janvier 2020, a permis le sauvetage de 232 victimes, dont 46 enfants, de la traite des êtres humains et du travail forcé[214].

5.2. Forces de défense et de sécurité

Les forces armées demeurent la principale cible des attaques des GANE qui, selon l'ONU, utilisent des engins explosifs improvisés et des tirs de mortier et des roquettes[215].

Le Secrétaire général de l'ONU affirme que, dans la région de Tillabéri près de la frontière malienne, les groupes terroristes ont attaqué les forces gouvernementales « à de multiples reprises » dans les six derniers mois de 2019. L'une des plus importantes attaques contre l'armée nigérienne a eu lieu à Tillabéri le 11 décembre 2019. Selon l'ONU, cette attaque a fait au moins 71 morts parmi les FAN[216]. En espace de deux mois, entre décembre 2019 et janvier 2020, le Niger a subi trois attaques meurtrières dans la région de Tillabéri, 174 soldats ayant été tués par l'EIGS[217].

Le GRIP constate, dans son rapport périodique du mois d'avril 2020, que les forces de sécurité ont continué à être visées par les attaques terroristes dans le premier trimestre de l'année 2020. Le rapport note une attaque de l'EIGS dans l'ouest du pays, qui a fait 89 victimes parmi les soldats nigériens le 9 janvier 2020. Le 11 février 2020, un poste de police dans la région de Tillabéri a été attaqué : deux policiers ont été tués et un autre grièvement blessé. Dans le sud du pays, une région où les attaques de Boko Haram sont nombreuses, un camp militaire situé à Chetimari a été attaqué le 7 mars. L'attaque s'est soldée par la mort de six soldats et une dizaine de blessés. Le 12 mars 2020, les FAN ont subi une attaque à Ayourou où neuf militaires ont été tués[218].

Selon les spécialistes de l'ISS qui analysent ces assauts contre les forces armées, les terroristes attaquent les bases militaires pour s'approvisionner en armes et munitions. Un rapport d'ISS paru en février 2019 explique que les terroristes encerclent les casernes à bord de voitures ou de motos et commencent par déstabiliser leur défense au moyen d'obus de mortiers ou de roquettes. Le rapport détaille :

> « [c]es groupes utilisent en général des véhicules kamikazes pour ouvrir la voie à l'assaut en divers endroits. Les soldats submergés, les assaillants prennent alors contrôle de la caserne et s'emparent d'armes, de munitions et d'autres matériels »[219].

Dans leur lutte anti-terroriste, les FAN, appuyés par les forces internationales, mènent régulièrement des actions contre les groupes terroristes implantés dans la région des trois frontières, au Niger. Dans une opération lancée en juin 2019 par les forces françaises, américaines et nigériennes, 18 terroristes affiliés à l'EIGS ont été tués[220].

Le 10 janvier 2020, les forces armées nigériennes ont repoussé une attaque djihadiste à Chinagodar près de la frontière malienne. Les militaires nigériens ont tué 63 terroristes et ont perdu 25 des leurs dans les affrontements. Six autres militaires auraient été blessés[221].

Le 20 février 2020, les FAN appuyés par la force Barkhane ont neutralisé 120 terroristes dans la même région, selon des officiels nigériens[222].

---

[214] BBC, 27/02/2020, url
[215] Nations unies, Conseil de sécurité, 30/12/2019, p. 5, url
[216] Nations unies, Conseil de sécurité, 30/12/2019, p. 5, url
[217] Le Figaro, 03/04/2020, url
[218] GRIP, 07/04/2020, p. 20, url
[219] ISS, 20/02/2019, url
[220] GRIP, 12/07/2019, url
[221] Opex360, 10/01/2020, url
[222] Le Monde, 22/02/2020, url

L'armée nigérienne mène également des opérations anti-terroristes dans la région du lac Tchad. Une opération de grande envergure a été lancée dans la région de Diffa en janvier 2019 et s'est soldée avec la « neutralisation » de 287 terroristes appartenant au groupe Boko Haram[223]. Le 2 juin 2019, 53 terroristes ont été neutralisés dans une opération menée par la FMM[224]. Toujours dans une opération antiterroriste, 50 combattants de Boko Haram ont été tués à Toumour dans la région de Diffa, le 16 mars 2020. Une autre opération menée sur les îles nigériennes du lac Tchad du 10 au 16 mars 2020 a permis aux FAN « d'éliminer » Ibrahim Bakoura, un chef de Boko Haram, ainsi que certains de ses proches[225].

[223] AA (Ben Ahmed L.), 03/01/2019, url
[224] GRIP, 12/07/2019, url
[225] GRIP, 07/04/2020, url

6. Répartition géographique

Les sources consultées indiquent une répartition des principales zones d'insécurité sur deux fronts :

- Au nord-ouest, à la frontière occidentale avec le Mali et le Burkina Faso (les régions de Tillabéri et de Tahoua) ;
- Au sud-est, à la frontière orientale avec le Nigéria et le Tchad (région de Diffa).

Dans une moindre mesure, deux autres régions, Maradi (sud) et Agadez (nord), sont également impactées par la dégradation de la situation sécuritaire.

Principales zones d'insécurité au Niger[226]

6.1. Front nord-ouest - Tillabéri et Tahoua

Les données de l'ACLED recensent 265 personnes décédées dans la région de Tillabéri en 2019 et neuf dans la région voisine de Tahoua[227].

Une augmentation du nombre d'incidents de protection dans la région de Tillabéri est relevée par l'OCHA dans son rapport paru en janvier 2020. Selon ces données, 337 incidents de protection ont été enregistrés en 2019 à Tillabéri contre 187 en 2018[228]. Dans la région de Tillabéri, les départements principalement touchés sont ceux d'Ayorou, Abala, Ouallam, Baninbangou, Bankilare, Tera et Torodi.

[226] Nations unies, 01/2018, url
[227] José Luengo-Cabrera @J_LuengoCabrera, 14/01/2020, url
[228] OCHA, 01/2020, p. 44, url

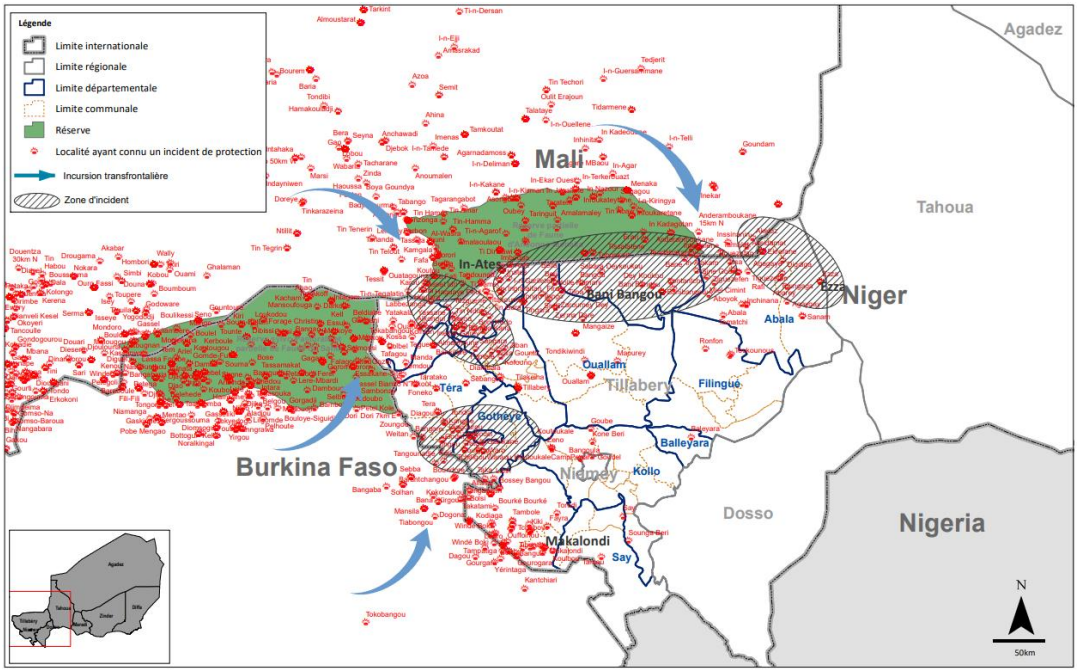
À Tahoua, 70 incidents de protection sont rapportés en 2019, les départements de Tillia et de Tassara étant les plus touchés[229].

Selon le Secrétaire général de l'ONU, entre juin et décembre 2019, les terroristes ont attaqué à de multiples reprises les forces gouvernementales dans la région de Tillabéri. Son rapport mentionne l'attaque du 11 décembre contre le camp militaire d'Inates qui a fait 71 morts parmi les soldats nigériens. Toujours dans la région de Tillabéri, les terroristes ont perpétré des actes sporadiques de violence contre les civils[230].

L'OCHA fait état, dans son rapport paru en janvier 2020, d'une situation « très préoccupante » et d'incursions répétées des GANE dans les régions de Tillabéri et Tahoua. La présence accrue des GANE a pour conséquence une recrudescence d'exactions commises contre les forces de défense et des menaces contre les civils afin qu'ils quittent leurs villages.

Toujours dans ces régions frontalières avec le Mali et le Burkina Faso, les conflits interethniques et intercommunautaires sont suivis de représailles. Ainsi, Tillabéri et Tahoua seraient devenues « un terreau d'instabilité dû aux exactions des groupes armés qui opèrent principalement à partir du Mali »[231]. Le rapport ajoute :

> « En réponse à ces incursions, attaques, menaces (…) les régions de Tillabéri et de Tahoua ont connu une intensification des opérations militaires et l'application graduelle de l'état d'urgence dans certains de leurs départements qui s'est traduit par un certain nombre de mesures qui limitent la circulation des véhicules et des personnes et imposent la fermeture de certains espaces publics, comme les marchés, réduisant ainsi l'accès à la nourriture »[232].



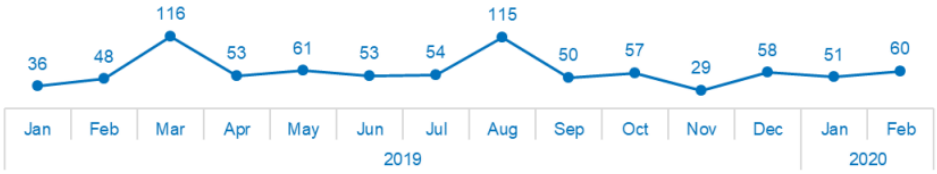
Incidents de protection de janvier à novembre 2019 dans la zone des trois frontières[233]

[229] OCHA, 01/2020, p. 23, url
[230] Nations unies, Conseil de sécurité, 30/12/2019, url
[231] OCHA, 01/2020, p. 15, url
[232] OCHA, 01/2020, url
[233] HCR, 22/11/2019, url

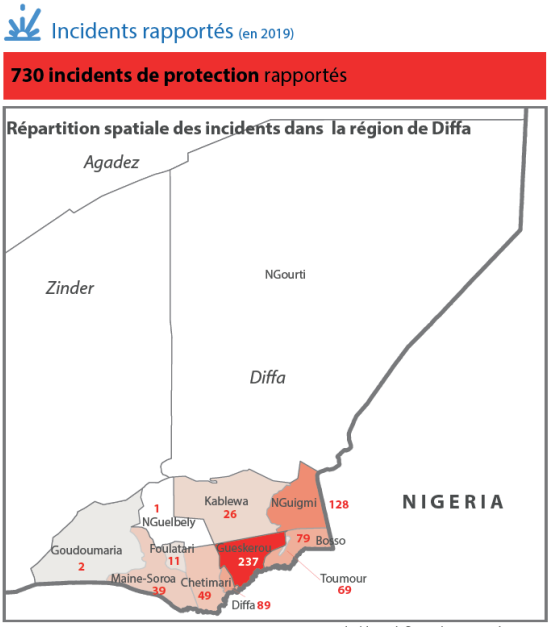
6.2. Front sud-est - Diffa

Selon l'ACLED, la région de Diffa a concentré 60 % des décès signalés en 2019 au Niger, soit 404 morts au total[234]. Un document du HCR publié en janvier 2020, rapporte au total 730 incidents de protection à Diffa pour l'année 2019 (61 incidents en moyenne par mois avec des pics en mars et août) ayant fait 1.328 victimes. Selon ce même rapport, parmi ces incidents, les plus récurrents sont les arrestations, les vols et les braquages, les extorsions, les agressions, blessures ou la torture, les enlèvements, les meurtres et les assassinats[235]. Le rapport explique la situation de cette manière :

> « La situation sécuritaire et de protection dans la Région de Diffa est caractérisée par l'activisme transfrontalier des GANE, les opérations militaires contre ces derniers, la grande criminalité caractérisée par le grand banditisme et les enlèvements contre paiement des rançons »[236].



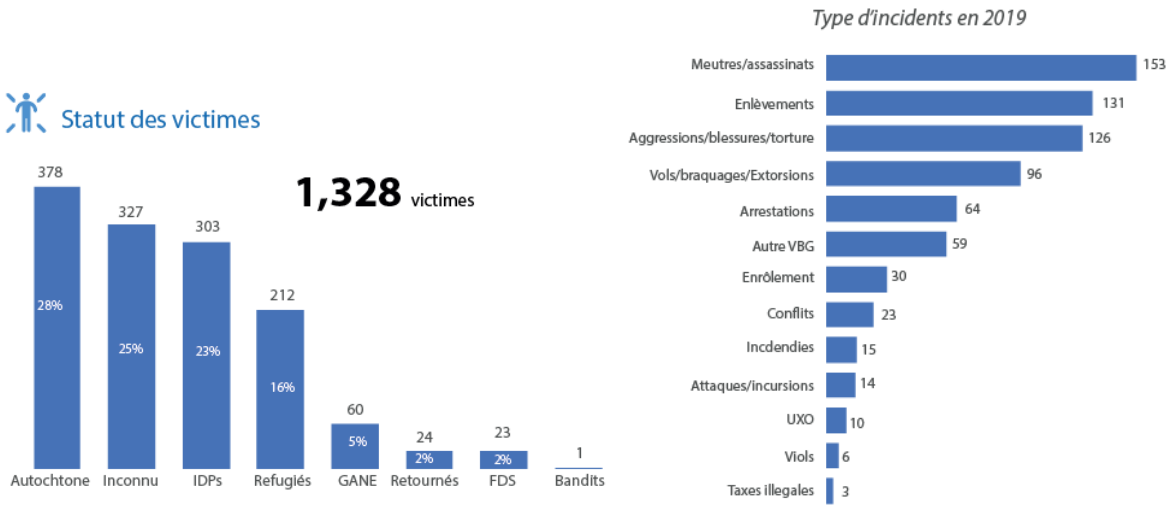
Incidents de protection par mois en 2019 et 2020 dans la région de Diffa[237]



Localisation des incidents de protection dans la région de Diffa en 2019[238]

La situation sécuritaire dans la région de Diffa reste, selon le HCR, « imprévisible et volatile » et s'est constamment dégradée en 2019. La source rapporte que les auteurs des incidents et violations sont, par ordre d'importance, les GANE avec 53 % des violations (386), suivis par les civils avec 24 % des violations (173) et les bandits avec 13 % des violations (95) [239].

[234] José Luengo-Cabrera @J_LuengoCabrera, 14/01/2020, url
[235] HCR, 31/01/2020, url
[236] HCR, 31/01/2020, url
[237] HCR, 31/03/2020, url ; OCHA, 31/01/2020, url ; OCHA, 16/04/2020, url
[238] HCR, 31/01/2020, url
[239] HCR, 31/01/2020, url



Victimes et typologie des incidents dans la région de Diffa en 2019[240]

Dans son rapport paru en janvier 2020, l'OCHA relève aussi que la région de Diffa reste essentiellement marquée par les attaques des GANE en 2019. Boko Haram est principalement active dans cette région où le rapport a compté 674 personnes tuées, blessées ou kidnappées par cette organisation terroriste. Les départements les plus impactés sont Chétimari, N'Guigmi, Kablewa, N'Guelbelly et Toumour[241]. Le rapport ajoute :

> « À partir du mois de mars 2019, la crise s'est aggravée du fait d'attaques répétées de groupes armés au sein des villages ayant provoqué le déplacement de 37 738 personnes. A cela s'ajoutent les inondations du mois d'octobre dernier liées à la montée des eaux de la rivière Komadougou Yobé, qui a affecté plus de 45 000 personnes » [242].

Pour rappel, l'état d'urgence dans la région de Diffa, en vigueur depuis le 11 février 2015, est régulièrement prorogé.

6.3. Sud du Niger - Maradi

Frontalière avec le Nigéria dans le sud du pays, Maradi est une autre région impactée par la situation sécuritaire qui se dégrade depuis le début de l'année 2019. Selon les chiffres de l'ACLED, 11 personnes ont été tuées dans cette région en 2019[243]. Le rapport du HCR note que les attaques menées dans la région de Maradi continuent de constituer une menace sécuritaire pour les populations hôtes, à laquelle s'ajoutent des préoccupations liées au déplacement[244]. Le Secrétaire général de l'ONU rapporte, dans un document publié le 30 décembre 2019, 56 vols à main armée dans la région de Maradi, imputés à des « éléments armés provenant du Nigéria »[245].

L'OCHA constate, dans son rapport publié en janvier 2020, que l'impact de la dégradation de la situation sécuritaire entraîne des mouvements transfrontaliers des Nigérians vers la région de Maradi : « En effet, depuis le mois de mai 2019, plus de 35 000 nigérians des Etats de Sokoto, Zamfara et Katsina sont arrivés dans la région de Maradi ». Selon la même source, les départements les plus

[240] HCR, 31/01/2020, url
[241] OCHA, 01/2020, url
[242] OCHA, 01/2020, url
[243] José Luengo-Cabrera @J_LuengoCabrera, 4/12/2019, url
[244] HCR, 11/12/2019, url
[245] Nations unies, Conseil de sécurité, 30/12/2019, url

impactés sont les départements Guidan roumdji, Guidan sory et Madarounfa. « En outre, la fréquence des enlèvements reste plus élevée à Diffa, Maradi et Tillabéri »[246].

L'OCHA explique dans son rapport portant sur la situation humanitaire au Niger en 2019 que la crise à Maradi est assez récente, avec 103 incidents de protection enregistrés depuis le début de la crise lors d'affrontements et d'attaques au sein des villages hôtes. Cette situation est due aux afflux de réfugiés nigérians en grand nombre, qui exercent « une pression sur les services disponibles dont l'accès significatif, sécurisé et en toute dignité reste limité »[247].

6.4. Nord du Niger - Agadez

Les sources consultées relèvent que le nord du pays (région d'Agadez) est confronté à divers trafics, notamment d'armes, de drogues et de migrants, opérés par des groupes criminels venant de Lybie[248].

L'ICG explique dans son rapport paru en janvier 2020 que, dans le nord, le trafic de drogue est plus associé à la violence que d'autres flux de contrebande. Le rapport note :

> « [l]es vols à main armée de convois de drogue se sont multipliés, incitant les trafiquants à chercher des protections. Certains bandits peuvent intercepter un convoi et le revendre à son propriétaire. Cette dynamique pourrait produire une narco-économie militarisée similaire à celle qu'on observe au Nord du Mali si les rivalités entre trafiquants de drogue continuent de s'intensifier »[249].

Malgré l'adoption d'une loi en 2015 interdisant le trafic de migrants, leur transport persiste dans le nord du Niger, selon la même source. Le transport est devenu « beaucoup plus dangereux » car les contrebandiers doivent éviter les routes principales et empruntent des pistes à travers le désert, « ce qui occasionne plus de morts et d'abandons de passagers en plein désert. Le prix du passage a également augmenté, allant parfois jusqu'à quadrupler », note encore l'ICG[250].

Selon le HCR, entre octobre 2019 et janvier 2020, l'environnement sécuritaire à Agadez est resté calme mais « imprévisible ». Le HCR rapporte une augmentation des menaces criminelles dans la ville d'Agadez ainsi que sur les principales routes. La situation sur place est décrite de la façon suivante :

> « Les voleurs de voitures s'attaquent souvent à des véhicules tout-terrain, principalement sur les autoroutes. Après une hausse de la contrebande en novembre 2019, l'activité a légèrement diminué en décembre 2019 et janvier 2020. Plusieurs cas d'enlèvements de ressortissants nigériens empruntant les routes reliant le Niger à la Libye ont été signalés en janvier 2020 »[251].

7. Déplacements de population

Durant la période couverte par le présent rapport, des déplacements des populations, tant transfrontaliers qu'à l'intérieur du pays, ont été rapportés suite à la dégradation de la situation sécuritaire. Le Niger est, par ailleurs, un pays d'accueil pour des réfugiés provenant essentiellement du Nigéria et du Mali[252].

---

[246] OCHA, 01/2020, p. 15, url
[247] OCHA, 01/2020, url
[248] OCHA, 01/2020, p. 15, url
[249] ICG, 06/01/2020, p. 7, url
[250] ICG, 06/01/2020, p. 6, url
[251] HCR, 31/01/2020, p. 3, url
[252] Le Niger accueille aussi, en nombre moins élevé, des réfugiés du Tchad, de la République démocratique du Congo (RDC), de République centrafricaine (RCA) et de Côte d'Ivoire.

En février 2020, un total de 400.000 personnes (déplacées et réfugiées) dans le pays ont fui leur domicile et se sont retrouvées dans des conditions de vie précaires[253]. Le 31 mars 2020, l'agence des Nations unies pour les réfugiés rapportait un nombre de 226.700 déplacés et 215.804 réfugiés dans le pays[254].

Country of origin	Source	Data date	Population
Nigeria	UNHCR, Government	31 Mar 2020	156,802
Mali	UNHCR, Government	31 Mar 2020	58,599
Chad	UNHCR, Government	31 Aug 2019	165
Dem. Rep. of the Congo	UNHCR, Government	31 Aug 2019	74
Autres	UNHCR, Government	31 Jul 2019	69
Central African Rep.	UNHCR, Government	31 Dec 2019	59
Côte d'Ivoire	UNHCR, Government	31 Jul 2019	36

Nombre de déplacés et pays d'origine concernés au 31 mars 2020[255]

La région la plus touchée par les déplacements de population était en février 2020 Diffa, avec 119.541 personnes déplacées internes (PDI). Les régions de Tillaberi et Tahoua occupaient la deuxième place avec 78.040 PDI, selon la même source[256].

À titre de comparaison, en mars 2019, la région de Diffa comptait 104.288 personnes déplacées internes (PDI) et celles de Tillaberi et Tahoua 70.305, selon des chiffres du HCR[257].

Évolution des personnes déplacées internes (PDI)

Milliers de personnes

YEAR	NO. IDPS	NO. ENFANTS
2015	59 k	32 k
2016	121 k	67 k
2017	129 k	71 k
2018	158 k	87 k
2019	187 k	103 k

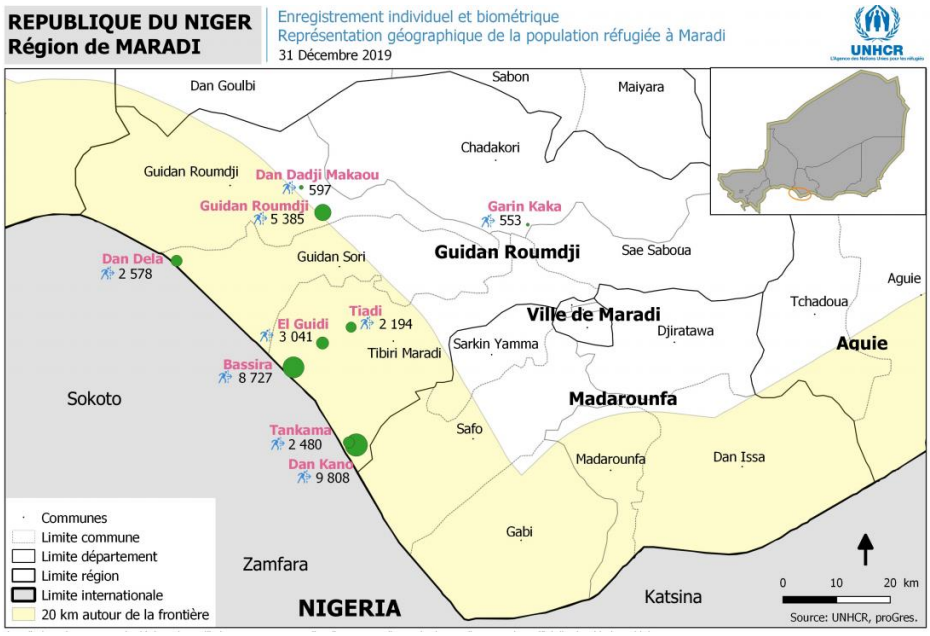
Evolution du nombre de PDI au Niger depuis 2015[258]

[253] OCHA, 02/2020, p. 10, url
[254] UNHCR, 31/03/2020, url
[255] UNHCR, 31/03/2020, url
[256] OCHA, 02/2020, p. 10, url
[257] HCR, s.d., url
[258] OCHA, 01/2020, url

Le nord du pays accueille des milliers de réfugiés nigériens expulsés d'Algérie. De janvier à novembre 2019, presque 11.000 Nigériens ont été expulsés d'Algérie selon les chiffres de l'OIM cités par le GRIP[259].

En ce qui concerne les réfugiés enregistrés au Niger fin mars 2020, le HCR comptait au total 215.804 personnes, parmi lesquelles 156.802 venant du Nigeria et 58.599 du Mali. Les données actualisées en août 2019 rapportent encore 165 réfugiés venant du Tchad et 74 venant de la République démocratique du Congo[260].

Selon des chiffres rapportés par l'OCHA, en février 2020, la région de Diffa comptait le nombre le plus élevé de réfugiés en provenance du Nigeria, soit 119.541 personnes. Dans les régions frontalières Tillabéri et Tahoua, on décomptait à la même date 56.815 réfugiés maliens[261]. Selon l'ONU, la région de Maradi accueillait en décembre 2019 41.000 ressortissants nigérians[262].



Enregistrement et répartition des réfugiés nigérians à Maradi au 31 décembre 2019[263]

Les déplacements de populations ont pour conséquence une amplification des tensions entre les communautés, notamment entre éleveurs et agriculteurs, en raison de la pression supplémentaire exercée sur les terres cultivables et les ressources en eau. Selon une étude citée par l'OCHA, à Diffa, 39 % des terrains utilisés par les réfugiés, déplacés internes et retournés, appartiennent à l'Etat et 30 % à la communauté hôte. Le rapport explique la situation de la façon suivante :

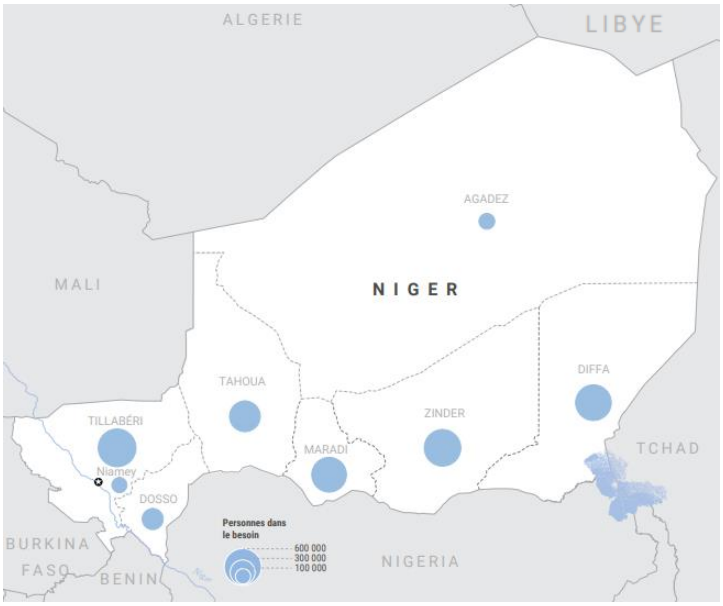
> « Des tensions peuvent aussi apparaître lorsque des familles retournent après un long séjour et réclament de récupérer les terres familiales occupées dorénavant par les membres de la communauté. De plus, les populations déplacées dans les zones en crise risquent d'occuper des infrastructures publiques ce qui peut susciter des tensions avec la communauté locale »[264].

[259] GRIP, 07/04/2020, p. 20, url
[260] UNHCR, 31/03/2020, url
[261] OCHA, 02/2020, p. 10, url
[262] Nations unies, Conseil de sécurité, 30/12/2019, url
[263] UNHCR, 16/01/2020, url
[264] OCHA, 02/2020, p. 25, url

8. Impact de la violence sur la vie quotidienne

8.1. Besoin d'assistance humanitaire

L'OCHA estime, dans un rapport publié en février 2020, que 2,9 millions de personnes, soit plus de dix pour cent de la population, auront besoin d'une assistance humanitaire en 2020, contre 2,3 millions en 2019[265]. Parmi celles-ci, près de 1,2 millions de personnes vivaient en insécurité alimentaire en décembre 2019 selon l'ONU. Les régions frontalières avec le Burkina Faso, le Mali et le Nigéria (Diffa, Tillabéri, Maradi et Tahoua) sont les plus concernées[266]. En janvier 2020, l'OCHA estimait à près de 2 millions le nombre de personnes vivant en situation d'insécurité alimentaire [267].



Répartition des personnes dans le besoin au Niger[268]

L'agence humanitaire des Nations unies souligne que le Niger est le pays le plus touché par l'insécurité alimentaire dans la région du Sahel. Cette crise est « aigüe et chronique » malgré un bilan « satisfaisant » de la campagne agropastorale 2018-2019, elle est due principalement à la dégradation de la situation sécuritaire. À tout cela, il faut ajouter selon la source « les facteurs aggravants tels que les inondations qui détruisent ou gâchent les champs de culture, les épidémies ainsi que les mouvements des populations »[269].

Dans le même rapport publié en janvier 2020, l'OCHA précise que la crise humanitaire persiste et s'aggrave principalement en raison de l'instabilité des pays voisins. Les plus vulnérables sont principalement les femmes et les enfants confrontés à la malnutrition, à l'insécurité alimentaire, aux épidémies ou encore aux déplacements forcés. Selon cette source, la production agricole est exposée aux inondations et à la sècheresse tandis que l'élevage, dominé par la transhumance, conserve une faible productivité. La pauvreté demeure endémique au Niger, touchant de « façon chronique plus d'un

[265] OCHA, 02/2020, p. 10, url
[266] Nations unies, Conseil de sécurité, 30/12/2019, p. 7, url
[267] OCHA, 01/2020, p. 20, url
[268] OCHA, 01/2020, url
[269] OCHA, 01/2020, p. 20, url

quart de la population (26,8 %) »[270]. Les inondations ont également fait des victimes en septembre 2019, accentuant ainsi le besoin en assistance alimentaire[271].

Dans les régions impactées par la crise sécuritaire, 167 organisations humanitaires opèrent au Niger dont 13 entités des Nations unies, 78 ONG nationales, 66 ONG internationales ainsi que 6 mouvements de la Croix Rouge. Selon l'OCHA, « les principales contraintes qui affectent l'accès humanitaire sont d'ordre sécuritaire, physique, logistique et financier » [272].

Un mécanisme de réponse rapide (Rapid Response Mechanisms, RRM) a été mis en place depuis 2015 dans les régions de Diffa, Tillaberi, Tahoua et Maradi. Il permet aux acteurs humanitaires de réagir efficacement aux urgences humanitaires et de cibler leur réponse en fonction des évènements et des mouvements de populations[273].

Les Nations unies et Médecins Sans Frontières (MSF) ont suspendu leurs activités dans la région de Tillabéri en mai 2019 pour des raisons sécuritaires[274].

8.2. Situation des enfants

Les attaques des GANE ainsi que les conflits intercommunautaires ont de lourdes conséquences sur la situation des enfants au Niger. L'OCHA mentionne parmi les risques auxquels les enfants sont exposés, l'exploitation au travail, les agressions physiques, les blessures comme les morsures de serpent, le risque d'agressions sexuelles y compris de viols sur mineurs, le risque d'apatridie par manque des documents ainsi que la pratique du sexe de survie[275]. L'OCHA précise encore :

> « D'après les analyses et les évaluations du sous cluster Protection de l'Enfance, 432 925 enfants, dont 52 % de filles, seront dans le besoin en matière de protection en 2020 pour faire face aux problématiques suivantes ; au recrutement et à l'utilisation dans les groupes armés, y compris les enlèvements d'enfants, l'exposition des enfants aux mines, la séparation familiale, le besoin en matière de soutien psychosocial, les violences contre les enfants, les violences basées sur le genre, y compris le mariage des enfants. Les filles sont plus exposées au mariage d'enfant et à la déscolarisation »[276].

Les statistiques montrent un taux « brut » de scolarisation de 69,6 % en 2019, le Niger ayant ainsi plus de 2,6 millions d'enfants non scolarisés. En janvier 2020, 115 écoles étaient fermées dans la région de Tillabéri, parmi lesquelles 14 qui ont été brûlées et 29 attaquées[277].

8.3. Liberté de mouvement

Pour faire face à la crise sécuritaire, le Niger a adopté plusieurs mesures qui affectent la liberté de mouvement. Elles vont de l'état d'urgence, en vigueur dans plusieurs régions, au couvre-feu ou à la fermeture de certains marchés hebdomadaires[278].

L'état d'urgence est en vigueur dans trois régions du pays. Dans la région de Diffa, l'état d'urgence est en vigueur depuis février 2015 et a été prolongé de trois mois en décembre 2019[279]. Dans les

[270] OCHA, 01/2020, pp. 8-9, url
[271] Nations unies, Conseil de sécurité, 30/12/2019, p. 7, url ; Niamey et les 2 jours, 04/09/2020, url
[272] OCHA, 02/2020, p. 22, url
[273] OCHA, 02/2020, p. 22, url
[274] VOA, 08/05/2019, url ; Slate Afrique, 26/04/2019, url
[275] OCHA, 01/2020, p. 23, url
[276] OCHA, 01/2020, p. 59, url
[277] OCHA, 01/2020, p. 24, url
[278] OCHA, 01/2020, url
[279] Xinhua, 11/12/2019, url

autres régions, à Tillabéri et Tahoua, le gouvernement a instauré l'état d'urgence seulement dans certains départements en raison de « la persistance de la menace terroriste »[280].

La circulation des motos est interdite depuis janvier 2020 dans la région de Tillabéri afin de contrôler les incursions des djihadistes opérant généralement sur des deux-roues[281].

Suite à une décision prise par le ministre de l'Intérieur le 23 octobre 2019, les déplacements des ONG sans escorte militaire ne sont plus autorisés. Cette mesure est valable dans toute la région de Tillabéri et dans deux départements de la région de Tahoua (Tassara et Tillia), des régions qui sont situées à la frontière avec le Mali et qui sont régulièrement sujettes aux attaques terroristes[282].

[280] Niger Focus, 15/06/2018, url ; Xinhua, 11/12/2019, url ; Xinhua, 08/02/2020, url
[281] Le Figaro, 03/04/2020, url
[282] GRIP, 16/01/2020, p. 22, url

Résumé

Le gouvernement du président Mahamadou Issoufou, réélu pour un second mandat en mars 2016, a fait de la lutte contre le terrorisme une priorité de son programme. Depuis 2015, le Niger est en effet confronté à l'insécurité en raison d'incursions de groupes armés djihadistes sur son territoire. Ce sont principalement les conséquences du conflit libyen, du conflit armé au Mali et de la présence d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) au Mali et de Boko Haram au nord du Nigéria.

Les préparatifs en vue des élections présidentielle et législatives ont commencé avec l'adoption du nouveau Code électoral qui planifie les élections régionales et municipales le 1er novembre 2020 tandis que les élections présidentielle et législatives suivront le 27 décembre 2020 (premier tour) et le 20 février 2021 (deuxième tour).

Le Niger a été élu pour deux ans membre non-permanent du Conseil de sécurité des Nations unies .

Des protestations se sont poursuivies au Niger durant la période couverte par le présent rapport. Les Nigériens ont protesté contre la présence de bases militaires étrangères, contre des faits de corruption et contre les mesures de restriction prises par le gouvernement contre la propagation du Covid-19.

Les sources consultées évoquent une poursuite de la dégradation de la situation sécuritaire dans la deuxième partie de l'année 2019. Selon les données de l'ACLED, en 2019, 720 personnes ont été tuées dans les conflits au Niger. Ces décès sont en hausse de 40 % par rapport à 2018, selon la même source. La région de Diffa (région du lac Tchad) a concentré la plupart des décès signalés (60 %), suivie par la région de Tillaberi (à la frontière avec le Mali et le Burkina Faso). Le mois de décembre a été le plus meurtrier de l'année 2019, marqué par une attaque revendiquée par l'Etat Islamique (EI) à l'ouest du Niger, près de la frontière malienne, qui a fait 71 morts, 12 blessés et une trentaine de disparus selon la presse, et 100 morts selon l'EI.

La dégradation de la situation sécuritaire est due aux incursions de groupes armés radicaux qui commettent des exactions : ils ciblent les personnes accusées de collaboration avec les forces de sécurité nigériennes ainsi que les civils. À cela, s'ajoutent la criminalité et le banditisme, amplifiés par la faible présence des forces de sécurité et les tensions intercommunautaires. Selon le Secrétaire général de l'ONU, au deuxième semestre de l'année 2019, les groupes armés non étatiques (GANE) ont attaqué les forces gouvernementales alors que les civils ont été victimes d'assassinats, d'enlèvements, de vols de bétail et de pillages.

Pour faire face aux divers groupes armés terroristes, le Niger a conclu plusieurs accords avec les pays voisins. En effet, le Niger fait partie de la Force conjointe du G5 Sahel (FCG5S) avec le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Tchad ainsi que la force multinationale mixte (FMM) composée des pays du bassin du lac Tchad (Cameroun, Niger, Nigéria, Tchad). La France, par le biais de l'opération Barkhane, est présente au Niger et y dispose de bases militaires, de même que les Etats-Unis qui fournissent du matériel militaire.

Les groupes terroristes actifs dans le pays sont Boko Haram, qui mène des incursions dans le pays depuis le Nigéria voisin, et l'Etat islamique dans le Grand Sahara (EIGS), actif dans la zone des trois frontières entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger. La violence résulte également de la présence de plusieurs groupes armés apparus depuis 2010 à la frontière entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso. D'après certains analystes, les terroristes ont exacerbé les tensions entre les Touaregs et les Peuls en exploitant la colère générée par les vols de bétail commis à la frontière entre le Mali et le Niger. D'autres sources parlent d'une exploitation des clivages intercommunautaires par les groupes terroristes pour augmenter leur influence. Suite à l'insécurité croissante dans l'extrême nord du Niger, des groupes d'autodéfense issus de la communauté toubou ont fait leur apparition. Enfin, des groupes criminels qui commettent des crimes et délits (vols ou agressions) à l'encontre des populations sont présents dans les régions de Diffa et d'Agadez.

Durant la période couverte par ce rapport, la violence s'est manifestée par des attaques de groupes armés terroristes, des affrontements intercommunautaires et des actes de banditisme. Les civils et les forces de défense et de sécurité ont constitué les cibles de la violence. Selon les statistiques de l'OCHA, le nombre des victimes civiles a été, en 2019, le plus élevé depuis le début de la crise sécuritaire en 2015. Ont été recensées 1.175 attaques, au cours desquelles 250 personnes ont été tuées et 250 enlevées.

Les principales zones d'insécurité au Niger, selon les sources consultées, sont localisées sur le front nord-ouest (régions de Tillabéri et de Tahoua) et sud-est (région de Diffa). Dans une moindre mesure, les régions de Maradi (sud) et d'Agadez (nord) ont également été impactées par la dégradation de la situation sécuritaire.

Fin mars 2020, le Niger comptabilisait 226.700 déplacés et 215.804 réfugiés sur place venus des pays voisins, surtout du Nigeria et du Mali. Diffa, qui enregistrait 119.541 personnes déplacées internes (PDI) était la région la plus touchée par les déplacements tandis que les régions de Tillaberi et Tahoua occupaient la deuxième place avec 78.040 PDI.

Début 2020, l'OCHA estimait que 2,9 millions de personnes auront besoin d'une assistance humanitaire en 2020. La distribution de celle-ci est rendue difficile par la présence des groupes armés. En janvier 2020, une centaine d'écoles étaient fermées à cause des violences. Dans les trois régions où l'état d'urgence est en vigueur, la liberté de mouvement de la population est restreinte en raison du couvre-feu.

Bibliographie

Sources écrites et audiovisuelles

Africa Radio, *Niger : opérations de « nettoyage » de l'armée nigérienne sur la frontière avec le Burkina*, 03/11/2018, https://www.africaradio.com/news/niger-operations-de-nettoyage-de-l-armee-nigerienne-sur-la-frontiere-avec-le-burkina-140691 [consulté le 10/02/2020]

African Security Sector Network (ASSN), *Economie politique du secteur de la sécurité au Niger : Répertoire et analyse des acteurs et institutions*, 03/2020, http://africansecuritynetwork.org/assn/wp-content/uploads/2020/03/Economie-Politique-du-Secteur-de-la-Securite%CC%81-au-Niger-ASSN.pdf [consulté le 20/02/2020]

Agence Anadolu (AA) (Ben Ahmed L.), *Niger : 287 terroristes de Boko Haram neutralisés à Diffa*, 03/01/2019, https://www.aa.com.tr/fr/afrique/niger-287-terroristes-de-boko-haram-neutralis%C3%A9s-%C3%A0-diffa-/1355271 [consulté le 20/02/2020]

Agence Anadolu (AA) (Chahed N.), *Niger: Manifestation de la société civile à Niamey*, 16/03/2019, https://www.aa.com.tr/fr/afrique/niger-manifestation-de-la-soci%C3%A9t%C3%A9-civile-%C3%A0-niamey-/1420395 [consulté le 20/02/2020]

Agence Anadolu (AA), Lac Tchad : nouveau commandement à la tête de la Force mixte multinationale, 26/11/2019, https://www.aa.com.tr/fr/afrique/lac-tchad-nouveau-commandement-%C3%A0-la-t%C3%AAte-de-la-force-mixte-multinationale-/1655913 [consulté le 20/02/2020]

Amnesty International (AI), *Niger 2017/2018*, 01/02/2018, https://www.amnesty.org/fr/countries/africa/niger/report-niger/ [consulté le 20/02/2020]

aNiamey, *Fichier biométrique : la CENI détecte 159 000 doublons sur 3 492 000 enrôolés dans quatre régions*, 24/02/2020, http://news.aniamey.com/h/96275.html [consulté le 25/02/2020]

aNiamey, *Suite à une décision de justice, les enseignants chercheurs suspendent leur grève entamée depuis le 25 février*, 06/03/2020, http://news.aniamey.com/h/96513.html [consulté le 25/02/2020]

APA News, *Niamey : Une manifestation interdite fait trois morts*, 16/03/2020, http://apanews.net/news/niamey-une-manifestation-interdite-fait-trois-morts [consulté le 25/02/2020]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) (Vannice C.), *Niger – May 2017 Update*, 20/06/2017, https://www.acleddata.com/2017/06/20/niger-may-2017-update/ [consulté le 20/02/2020]

British Broadcasting Corporation (BBC), *232 victimes de la traite humaine sauvées au Niger*, 27/02/2020, https://www.bbc.com/afrique/region-51654771 [consulté le 25/02/2020]

British Broadcasting Corporation (BBC), *L'opposant Hama Amadou est rentré au Niger*, 15/11/2019, https://www.bbc.com/afrique/region-50429415 [consulté le 25/02/2020]

British Broadcasting Corporation (BBC), *Niger : Le parlement vote l'envoi de troupes au Nigeria*, 09/02/2015, https://www.bbc.com/afrique/region/2015/02/150209_niger0147 [consulté le 25/02/2020]

Bureau de la coordinations des affaires humanitaires (OCHA), *Aperçu des besoins humanitaires Niger cycle de programme humanitaire* 2020, 01/2020, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/13012020_ner_hno_2020.pdf [consulté le 10/03/2020]

Bureau de la coordinations des affaires humanitaires (OCHA), *Plan de réponse humanitaire Niger cycle de programme humanitaire 2020,* 02/2020, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/07022020_ner_hrp_2020.pdf [consulté le 10/03/2020]

Bureau de la coordinations des affaires humanitaires (OCHA), *Région de Diffa, Niger: Monitoring de Protection - Rapport mensuel, Mars 2020*, 16/04/2020, https://reliefweb.int/report/niger/r-gion-de-diffa-niger-monitoring-de-protection-rapport-mensuel-mars-2020 [consulté le 12/03/2020]

Bureau de la coordinations des affaires humanitaires (OCHA), *Région de Diffa, Niger : les grandes tendances du monitoring de protection, 2019*, 31/01/2020, https://reliefweb.int/report/niger/r-gion-de-diffa-niger-les-grandes-tendances-du-monitoring-de-protection-2019 [consulté le 12/03/2020]

Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), *Répondre à l'essor de l'extrémisme violent au Sahel*, 14/01/2020, https://africacenter.org/fr/publication/repondre-a-lessor-de-lextremisme-violent-au-sahel/#_edn5 [consulté le 16/03/2020]

Centre pour le dialogue humanitaire (HD), *Signature d'un accord de paix entre les communautés peulh, dogon et dafing de la commune d'Ouenkoro du Cercle de Bankass au Mali*, s.d., https://www.hdcentre.org/fr/activities/mediation-in-the-border-regions-of-mali-burkina-faso-and-niger/ [consulté le 16/03/2020]

Comité international de la Croix-Rouge (CCIR), *Mali-Niger : changement climatique et conflits forment un cocktail explosif au Sahel*, 22/01/2019, https://www.icrc.org/fr/document/mali-niger-changement-climatique-et-conflits-forment-un-cocktail-explosif-au-sahel-0 [consulté le 12/03/2020]

Commission Européenne (CE), *Facilité de soutien à la paix pour l'Afrique*, 07/11/2018, https://www.africa-eu-partnership.org/sites/default/files/apf_factsheet_-_fmm_-_fr.pdf [consulté le 12/03/2020]

Fondation méditerranéenne d'études stratégiques (FMES), *Union européenne et insécurité : à l'heure où la mission EUCAP Sahel Niger est prolongée, quid de la situation au Sahel ?*, 24/09/2018, http://fmes-france.org/union-europeenne-et-insecurite-a-lheure-ou-la-mission-eucap-sahel-niger-est-prolongee-quid-de-la-situation-au-sahel/ [consulté le 18/03/2020]

France 24, *L'opposition se retire du second tour de la présidentielle au Niger*, 08/03/2016, https://www.france24.com/fr/20160308-opposition-retire-second-tour-presidentielle-niger-amadou-issoufou-copa-copa2016 [consulté le 25/02/2020]

France Info (Lachkar M.), *Le Niger peine à empêcher l'implantation de groupes djihadistes sur son sol*, 07/11/2018, https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/societe-africaine/le-niger-peine-a-empecher-limplantation-de-groupes-djihadistes-sur-son-sol_3053713.html [consulté le 19/03/2020]

France Info, *Le terrorisme a fait plus de 4000 morts en 2019 dans le Sahel*, 10/01/2020, https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/politique-africaine/le-terrorisme-a-fait-plus-de-4000-morts-en-2019-dans-le-sahel_3778813.html [consulté le 20/03/2020]

G5sahel, *Le G5 Sahel*, 29/09/2015, https://www.g5sahel.org/qui-sommes-nous/le-g5-sahel [consulté le 25/02/2020]

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) (Berghezan G.), *Note d'analyse. Militaires occidentaux au Niger : présence contestée, utilité à démontrer*, 07/11/2016, https://www.grip.org/sites/grip.org/files/NOTES_ANALYSE/2016/NA_2016-11-07_FR_G_BERGHEZAN.pdf [consulté le 25/02/2020]

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) (Deltenre D.), *Niger : cap sur 2016 ! Situation politique et sécuritaire à la veille des élections*, 07/04/2015,, https://www.grip.org/fr/node/1619 [consulté le 25/02/2020]

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) (de Labbey Q.), *Note d'analyse. Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'Ouest*, 09/04/2018, https://www.grip.org/fr/node/2548 [consulté le 25/02/2020]

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) (Ghys M.), *Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'Ouest. Octobre à décembre 2017*, 11/01/2018, https://www.grip.org/sites/grip.org/files/NOTES_ANALYSE/2018/NA_2018-01-11_FR_M-GHYS.pdf [consulté le 25/02/2020]

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) (Nsimba J.), *Note d'analyse. Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'Ouest. Octobre à décembre 2018*, 15/01/2019, https://www.grip.org/fr/node/2704 [consulté le 25/02/2020]

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), *Note d'analyse. Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'Ouest. Janvier à mars 2020*, 07/04/2020,

https://grip.org/monitoring-de-la-stabilite-regionale-dans-le-bassin-sahelien-et-en-afrique-de-louest-janvier-a-mars-2020/ [consulté le 13/04/2020]

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), *Note d'analyse. Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'Ouest. Juillet à Septembre 2019*, 10/10/2019, https://grip.org/monitoring-de-la-stabilite-regionale-dans-le-bassin-sahelien-et-en-afrique-de-louest-juillet-a-septembre-2019/ [consulté le 20/04/2020]

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), *Note d'analyse. Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'Ouest. Avril à juin 2019*, 12/07/2019, https://grip.org/monitoring-de-la-stabilite-regionale-dans-le-bassin-sahelien-et-en-afrique-de-louest-avril-a-juin-2019/ [consulté le 22/04/2020]

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), Note *d'analyse. Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'Ouest. Octobre à décembre 2019*, 16/01/2020, https://grip.org/monitoring-de-la-stabilite-regionale-dans-le-bassin-sahelien-et-en-afrique-de-louest-octobre-a-decembre-2019/ [consulté le 27/04/2020]

Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), *Enregistrement individuel et biométrique Représentation géographique de la population réfugiée à Maradi*, 31/12/2019, https://data2.unhcr.org/fr/documents/download/73250 [consulté le 22/04/2020]

Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), *Factsheet Diffa Region*, 31/03/2020, https://data2.unhcr.org/fr/documents/download/75202 [consulté le 22/04/2020]

Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), *Incidents de protection : Zone des trois frontières - Niger - Mali - Burkina Faso*, 22/11/2019, https://www.ecoi.net/en/file/local/2020859/document-4.pdf [consulté le 22/04/2020]

Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), *Mouvements mixtes en Afrique de l'Ouest et du Centre*, 31/01/2020, https://data2.unhcr.org/fr/documents/download/74555 [consulté le 22/04/2020] [consulté le 22/04/2020]

Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), *Niger - Région de Tillabéri et Tahoua: Incidents de protection (1er Janvier au 31 Mars 2020)*, 31/03/2020, https://reliefweb.int/map/niger/niger-r-gion-de-tillab-ri-et-tahoua-incidents-de-protection-1er-janvier-au-31-mars-2020 [consulté le 22/04/2020]

Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), *Niger*, 31/03/2020, https://data2.unhcr.org/fr/country/ner?id=71 [consulté le 22/04/2020]

Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), *Portail Opérationnel Crises de réfugiés*,, s.d., https://data2.unhcr.org/fr/country/ner [consulté le 22/04/2020]

Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), *Région de Diffa, Niger les grandes tendances du monitoring de protection*, 31/01/2020, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/73735.pdf [consulté le 22/04/2020]

Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), *Situation Sahel Central - Tillabéri et Tahoua, Rapport de monitoring de protection (Janvier - Février 2020)*, 29/02/2020, https://reliefweb.int/report/niger/situation-sahel-central-tillab-ri-et-tahoua-rapport-de-monitoring-de-protection-janvier [consulté le 22/04/2020]

Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), *Stratégie du Cluster Protection, Niger Juillet 2019-31 Décembre 2020*, 11/12/2019, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/strategie_du_cp_juillet_2019-decembre2020_0.pdf [consulté le 22/04/2020]

Huffpost, *Dans le Sahel, les jihadistes déclarent leur union avec l'Etat islamique*, 14/01/2018, https://www.huffpostmaghreb.com/2018/01/14/daesh-sahel-g5_n_18999184.html [consulté le 22/04/2020]

Institute d'Études de Sécurité (ISS), *Comment les groupes terroristes qui opèrent dans le Sahel s'arment-ils ?*, 20/02/2019, https://issafrica.org/fr/iss-today/comment-les-groupes-terroristes-qui-operent-dans-le-sahel-sarment-ils [consulté le 22/04/2020]

Institute d'Études de Sécurité (ISS), *Extrémisme violent, criminalité organisée et conflits locaux dans le Liptako-Gourma*, 12/2019, https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/war-26-fr.pdf [consulté le 22/04/2020]

Institute d'Études de Sécurité (ISS), *Rapport sur l'Afrique de l'Ouest La Force multinationale de lutte contre Boko Haram : quel bilan ?*, 19/08/2016, https://oldsite.issafrica.org/uploads/war19-fr.pdf [consulté le 22/04/2020]

Institute for Economics & Peace (IEP), *Global Terrorism Index 2019 : Measuring the Impact of Terrorism*, 11/2019, http://visionofhumanity.org/app/uploads/2019/11/GTI-2019web.pdf [consulté le 22/04/2020]

Intellivoire, *L'Allemagne ouvre un nouveau camp militaire au Niger*, 11/11/2018, https://intellivoire.net/lallemagne-ouvre-un-nouveau-camp-militaire-au-niger/ [consulté le 22/04/2020]

International Crisis Group (ICG), *Frontière Niger-Mali : mettre l'outil militaire au service d'une approche politique*, 12/06/2018, https://www.crisisgroup.org/fr/africa/west-africa/mali/261-frontiere-niger-mali-mettre-loutil-militaire-au-service-dune-approche-politique [consulté le 22/04/2020]

International Crisis Group (ICG), *Garder le trafic sous contrôle dans le Nord du Niger*, 06/01/2020, https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/285-garder-trafic-controle-niger.pdf [consulté le 22/04/2020]

Jeune Afrique, *Boko Haram : le sommet des pays du lac Tchad consacré à la lutte contre le terrorisme*, 15/12/2018, https://www.jeuneafrique.com/690505/politique/boko-haram-le-sommet-des-pays-du-lac-tchad-consacre-a-la-lutte-contre-le-terrorisme/ [consulté le 22/04/2020]

Jeune Afrique, *La force du G5 Sahel reprend ses opérations*, 20/01/2019, https://www.jeuneafrique.com/711553/politique/la-force-du-g5-sahel-reprend-ses-operations/ [consulté le 22/04/2020]

Jeune Afrique, *Niger : l'État islamique revendique l'attaque d'Inates*, 12/12/2019, https://www.jeuneafrique.com/869010/politique/niger-letat-islamique-revendique-lattaque-dinates/ [consulté le 22/04/2020]

Jeune Afrique, *Niger : près de 2 000 personnes manifestent contre le gouvernement*, 28/09/2019, https://www.jeuneafrique.com/835940/politique/niger-plusieurs-milliers-de-personnes-manifestent-contre-le-gouvernement/ [consulté le 22/04/2020]

Jeune Afrique, *Niger-Burkina : des patrouilles anti-bandits déployées sur la zone frontalière*, 13/11/2018, https://www.jeuneafrique.com/mag/661742/politique/niger-burkina-des-patrouilles-anti-bandits-deployees-sur-la-zone-frontaliere/ [consulté le 22/04/2020]

Jeune Afrique, *Nouvelle frontière Burkina Faso-Niger : 18 communes changeront de pays*, 09/05/2015, https://www.jeuneafrique.com/231107/politique/nouvelle-fronti-re-burkina-faso-niger-18-communes-changeront-de-pays/ [consulté le 22/04/2020]

José Luengo-Cabrera @J_LuengoCabrera, *Niger: reported fatalities* [Twitter post], 14/01/2020, https://twitter.com/J_LuengoCabrera/status/1217205772406403072 [consulté le 22/04/2020]

José Luengo-Cabrera @J_LuengoCabrera, *Reported fatalities: Niger* [Twitter post], 4/12/2019, https://twitter.com/J_LuengoCabrera/status/1202171155047731200 [consulté le 22/04/2020]

L'événement Niger, *Niger – Agadez : La base aérienne 201 opérationnelle, des opérations de drones annoncées*, 02/11/2019, https://levenementniger.com/niger-agadez-la-base-aerienne-201-operationnelle-des-operations-de-drones-annoncees/ [consulté le 22/04/2020]

L'Orient-Le Jour, *La force antijihadiste G5 Sahel a lancé ses premières opérations*, 01/11/2017, https://www.lorientlejour.com/article/1081608/la-force-antijihadiste-g5-sahel-a-lance-ses-premieres-operations.html [consulté le 22/04/2020]

La Croix, *Le lac Tchad : théâtre de la progression de Boko Haram*, 26/03/2020, https://www.la-croix.com/Monde/Afrique/Le-lac-Tchad-theatre-progression-Boko-Haram-2020-03-26-1201086167 [consulté le 22/04/2020]

La Libre Afrique, *Niger: le président Issoufou promet de renforcer son armée face aux jihadistes*, 01/01/2018, https://afrique.lalibre.be/12910/niger-le-president-issoufou-promet-de-renforcer-son-armee-face-aux-jihadistes/ [consulté le 22/04/2020]

La Llibre, *Opération militaire d'envergure au Sahel pour éliminer "un grand nombre de terroristes"*, 27/03/2020, https://www.lalibre.be/dernieres-depeches/belga/operation-militaire-d-envergure-au-sahel-pour-eliminer-un-grand-nombre-de-terroristes-5e7de205d8ad581631758fd1 [consulté le 22/04/2020]

Le 360 Afrique, *Terrorisme : la base américaine des drones d'Agadez, au Niger, est opérationnelle*, 06/11/2019, https://afrique.le360.ma/mali-autres-pays/societe/2019/11/06/28482-terrorisme-la-base-americaine-des-drones-dagadez-au-niger-est-operationnelle-28482 [consulté le 18/03/2020]

Le 360 Afrique, *Terrorisme : Les groupes jihadistes se liguent contre la Force G5 Sahel*, 13/01/2018, http://afrique.le360.ma/mauritanie-mali-autres-pays/societe/2018/01/13/18060-terrorisme-les-groupes-jihadistes-se-liguent-contre-la-force-g5-sahel-18060 [consulté le 22/04/2020]

Le Figaro, *Niger: 4 militaires nigériens et 63 «terroristes» tués dans des combats*, 03/04/2020, https://www.lefigaro.fr/flash-actu/niger-4-militaires-nigeriens-et-63-terroristes-tues-dans-des-combats-20200403 [consulté le 22/04/2020]

Le Figaro, *Niger: 50 combattants de Boko Haram «neutralisés» dans le sud-est*, 16/03/2020, https://www.lefigaro.fr/flash-actu/niger-50-combattants-de-boko-haram-neutralises-dans-le-sud-est-20200316 [consulté le 22/04/2020]

Le Figaro, *Niger: procès de centaines de militants présumés de Boko Haram*, 04/07/2018, http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2018/07/04/97001-20180704FILWWW00349-niger-proces-de-centaines-de-militants-presumes-de-boko-haram.php [consulté le 22/04/2020]

Le Monde (Le Cam M.), *Niger : « L'Etat islamique dans le Grand Sahara est la nouvelle menace »*, 15/09/2017, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/09/15/niger-l-etat-islamique-dans-le-grand-sahara-est-la-nouvelle-menace_5186163_3212.html [consulté le 22/04/2020]

Le Monde, *Le Niger annonce avoir tué Ibrahim Fakoura, « figure de proue » de Boko Haram*, 20/03/2020, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/03/20/le-niger-annonce-avoir-tue-ibrahim-fakoura-figure-de-proue-de-boko-haram_6033778_3212.html [consulté le 22/04/2020]

Le Monde, *Quelque 120 terroristes « neutralisés » au cours d'une opération au Niger*, 22/02/2020, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/02/22/quelque-120-terroristes-neutralises-au-cours-d-une-operation-au-niger_6030426_3212.html [consulté le 22/04/2020]

Le Parisien, *Attaque djihadiste d'Inates : le Niger enterre ses 71 soldats*, 14/12/2019 , http://www.leparisien.fr/international/attaque-djihadiste-d-inates-le-niger-enterre-ses-71-soldats-14-12-2019-8217249.php [consulté le 23/03/2020]

Les Yeux du Monde (Guillermin-Golet S.), *Retour sur la scission au sein de Boko Haram*, 31/08/2016, https://les-yeux-du-monde.fr/actualite/afrique-moyen-orient/26855-retour-sur-la-scission-au-sein-de-boko-haram [consulté le 22/04/2020]

Libération, *Attaques au Niger : 109 combattants de Boko Haram, quatre militaires et un civil tués*, https://www.liberation.fr/planete/2015/02/06/attaques-au-niger-109-combattants-de-boko-haram-quatre-militaires-et-un-civil-tues_1197381 [consulté le 22/04/2020]

Libération, *L'Etat islamique au Grand Sahara, force montante des trois frontières*, 12/12/2019, https://www.liberation.fr/planete/2019/12/12/l-etat-islamique-au-grand-sahara-force-montante-des-trois-frontieres_1768935 [consulté le 22/04/2020]

Long War Journal (Joscelyn T.), *Analysis : Al Qaeda groups reorganize in West Africa,* 13/03/2017, https://www.longwarjournal.org/archives/2017/03/analysis-al-qaeda-groups-reorganize-in-west-africa.php [consulté le 22/04/2020]

Nations unies, Conseil de sécurité, *Lettre datée du 8 août 2018, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts créé en application de la résolution 2374 (2017) du Conseil de sécurité sur le Mali*, 09/08/2018, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/N1823299.DOC.pdf [consulté le 22/04/2020]

Nations unies, Conseil de sécurité, *Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali (S/2017/271)*, 30/03/2017, https://reliefweb.int/report/mali/rapport-du-secr-taire-g-n-ral-sur-la-situation-au-mali-s2017271 [consulté le 22/04/2020]

Nations unies, Conseil de sécurité, *Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel S/2018/649*, 29/06/2018, http://undocs.org/fr/S/2018/649 [consulté le 22/04/2020]

Nations unies, Conseil de sécurité*, Activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel,* 30/12/2019, https://undocs.org/fr/S/2019/1005 [consulté le 22/04/2020]

Nations unies, Conseil de sécurité*,: Rapport du Secrétaire général sur la Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel*, 12/11/2018, https://undocs.org/fr/S/2018/1006 [consulté le 23/03/2020]

Nations unies, *Conseil de sécurité: en Afrique de l'Ouest et au Sahel, des progrès dans la « consolidation démocratique » fragilisés par une insécurité persistante*, 10/01/2019, https://www.un.org/press/fr/2019/cs13660.doc.htm [consulté le 22/04/2020]

Nations unies, *Niger* [Carte], 01/2018, https://www.un.org/Depts/Cartographic/map/profile/niger.pdf [consulté le 22/04/2020]

Niamey et les 2 jours, *Le Niger se dote d'une politique nationale pour sécuriser ses frontières pour la période 2019-2035*, 08/10/2019, https://www.niameyetles2jours.com/la-gestion-publique/securite/0810-4544-le-niger-se-dote-d-une-politique-nationale-pour-securiser-ses-frontieres-pour-la-periode-2019-2035 [consulté le 22/04/2020]

Niger Focus, *Niger : L'état d'urgence est prorogé dans les zones frappées par le terrorisme*, 15/06/2018, http://www.nigerfocus.com/niger-letat-est-proroge-dans-les-zones-frappees-par-le-terrorisme/ [consulté le 23/03/2020]

Opex360 (Lagneau L.), *L'État islamique dans le grand Sahara revendique l'attentat qui a blessé 3 soldats français au Mali*, 13/01/2018, http://www.opex360.com/2018/01/13/letat-islamique-grand-sahara-revendique-lattentat-a-blesse-3-soldats-francais-mali/ [consulté le 22/04/2020]

Opex360 (Lagneau L.), *Les Nations unies sont préoccupées par un « possible resserrement » des liens entre les groupes jihadistes en Afrique de l'Ouest*, 07/07/2018, http://www.opex360.com/2018/07/07/nations-unies-preoccupees-possible-resserrement-liens-entre-groupes-jihadistes-afrique-de-louest/ [consulté le 01/04/2020]

Opex360, *Avec l'aide de leurs « partenaires », les forces armées nigériennes ont repoussé une attaque jihadiste à Chinagodar,* 10/01/2020, http://www.opex360.com/2020/01/10/avec-laide-de-leurs-partenaires-les-forces-armees-nigeriennes-ont-repousse-une-attaque-jihadiste-a-chinagodar/ [consulté le 13/04/2020]

Parti Communiste Français (PCF), *Note - La situation au Sahel*, s.d., http://international.pcf.fr/111392 [consulté le 13/04/2020]

Présidence de la République du Niger, *Bilan axe 2 : assurer la sécurité des personnes et des biens sur toute l'étendue du territoire national*, 2018, https://www.presidence.ne/bilan-axe-2 [consulté le 04/05/2020]

Radio France internationale (RFI), Accord signé pour l'armement des drones américains au Niger, 02/12/2017, http://www.rfi.fr/afrique/20171202-accord-signe-armement-drones-americains-niger [consulté le 13/04/2020]

Radio France internationale (RFI), *Au Niger, Mahamadou Issoufou remporte la présidentielle*, 14/03/2011, http://www.rfi.fr/afrique/20110314-niger-mahamadou-issoufou-remporte-presientielle [consulté le 22/04/2020]

Radio France internationale (RFI), *Fermeture des frontières: «Le Nigeria s'isole et s'écroule sur lui-même»*, 11/12/2019, http://www.rfi.fr/fr/afrique/20191210-nigeria-fermeture-frontiere-danger-problemes [consulté le 25/02/2020]

Radio France internationale (RFI), *Le Niger lance un programme d'amnistie pour les déserteurs de Boko Haram*, 29/12/2016, http://www.rfi.fr/afrique/20161229-niger-amnistie-combattant-boko-haram-programme [consulté le 25/02/2020]

Radio France internationale (RFI), *Niger: 20 morts dans une bousculade devant un centre de distribution à Diffa*, 17/02/2020, http://www.rfi.fr/fr/afrique/20200217-niger-20-morts-bousculade-centre-distribution-diffa-gouverneur-etat-borno-babagana- [consulté le 13/04/2020]

Radio France internationale (RFI), *Niger: les mesures contre le coronavirus passent mal à Niamey*, 21/04/2020, http://www.rfi.fr/fr/afrique/20200421-niger-les-mesures-contre-le-coronavirus-passent-mal-%C3%A0-niamey [consulté le 13/04/2020]

Radio France internationale (RFI), *Niger: qui sont les «bandits armés» qui sévissent aux frontières du pays?*, 11/06/2018, http://www.rfi.fr/afrique/20180611-niger-tchad-libye-soudan-elements-armes-bandits-rebelles-soudanais-tchadiens [consulté le 25/02/2020]

Radio France internationale (RFI), *Niger: triple explosion meurtrière à Diffa, près de la frontière nigériane*, 05/06/2018, http://www.rfi.fr/afrique/20180605-niger-triple-explosion-meurtriere-diffa-frontiere-nigeria [consulté le 22/04/2020]

Radio France internationale (RFI), *Niger: une manifestation à Niamey fait au moins trois morts*, 16/03/2020, http://www.rfi.fr/fr/afrique/20200315-niger-manifestation-emp%C3%AAch%C3%A9e [consulté le 13/04/2020]

Radio France internationale (RFI), *Sécurité: accord de coopération entre le Tchad, le Soudan, la Libye et le Niger*, 02/06/2018, http://www.rfi.fr/afrique/20180602-securite-accord-cooperation-entre-le-tchad-le-soudan-libye-le-niger [consulté le 11/02/2020]

Radio France internationale (RFI), *Y-a-t-il une scission au sein du groupe Boko Haram?*, 22/06/2016, http://www.rfi.fr/afrique/20160622-y-il-scission-sein-groupe-boko-haram-etat-islamique-abubakar-shekau [consulté le 11/02/2020]

Radio télévision belge francophone (RTBF), *Ces pays d'Afrique de l'Ouest gangrenés par le djihadisme*, 26/02/2020, https://www.rtbf.be/info/monde/detail_ces-pays-d-afrique-de-l-ouest-gangrenes-par-le-djihadisme?id=10438192&utm_source=rtbfinfo&utm_campaign=social_share&utm_medium=email_share [consulté le 12/03/2020]

République française, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères - France diplomatie, *La force conjointe G5 Sahel et l'Alliance Sahe*l, 06/2019, https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/securite-desarmement-et-non-proliferation/crises-et-conflits/la-force-conjointe-g5-sahel-et-l-alliance-sahel/article/la-force-conjointe-g5-sahel-et-l-alliance-sahel [consulté le 12/03/2020]

République française, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères - France diplomatie, *Présentation du Niger*, 18/04/2018, https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/niger/presentation-du-niger/ [consulté le 18/03/2020]

République française, Ministère des Armées, *BARKHANE : Derniers préparatifs à Ménaka avant le départ pour le Liptako*, 01/04/2019, https://www.defense.gouv.fr/operations/barkhane/breves/barkhane-derniers-preparatifs-a-menaka-avant-le-depart-pour-le-liptako [consulté le 22/04/2020]

République française, Ministère des Armées, *BARKHANE : L'opération Monclar – concentration inédite des efforts en zone des trois frontières*, 27/03/2020, https://www.defense.gouv.fr/operations/barkhane/breves/barkhane-l-operation-monclar-concentration-inedite-des-efforts-en-zone-des-trois-frontieres [consulté le 23/03/2020]

République française, Ministère des Armées, *DOSSIER DE PRESSE Opération Barkhane*, 17/02/2020, https://www.defense.gouv.fr/content/download/575054/9847285/20200116_NP_EMA%20CABCOM_Dossier%20de%20presse%20BARKHANE_FR.pdf [consulté le 22/04/2020]

Réseau International, *Niger: Manifestations monstres contre la présence des bases militaires étrangères*, 27/02/2018, https://reseauinternational.net/niger-manifestations-monstres-contre-la-presence-des-bases-militaires-etrangeres/ [consulté le 22/04/2020]

Sahel-I intelligence, *Niger: mécanisme national d'alerte précoce contre les risques sécuritaires*, 10/03/2020, http://sahel-intelligence.com/19346-niger-mecanisme-national-dalerte-precoce-contre-les-risques-securitaires.html [consulté le 13/04/2020]

Slate Afrique Afrique, *Niger: un bureau de MSF attaqué dans le sud-est proche du Nigeria*, 26/04/2019, http://www.slateafrique.com/952194/niger-un-bureau-de-msf-attaque-dans-le-sud-est-proche-du-nigeria [consulté le 12/03/2020]

Small Arms Survey (de Tessières S.), *At the crossroads of Sahelian conflicts. Insecurity, Terrorism and Arms Trafficking in Niger*, 01/2018, http://www.smallarmssurvey.org/fileadmin/docs/U-Reports/SAS-SANA-Report-Niger.pdf [consulté le 22/04/2020]

The Defense Post, *Joint Niger-Barkhane operation 'neutralizes' 120 terrorists, defense ministry says*, 22/02/2020, https://thedefensepost.com/2020/02/22/niger-france-operation-terrorists-tillaberi-120-neutralized/ [consulté le 12/03/2020]

The Defense Post, *US gives control center to Niger for Boko Haram operations*, 04/02/2019, https://thedefensepost.com/2019/02/04/us-niger-boko-haram-operation-center/ [consulté le 22/04/2020]

The International Security Sector Advisory Team (ISSAT), *Note d'information de l'ISSAT sur la réforme du secteur de la sécurité au Niger*, 05/10/2018, https://issat.dcaf.ch/Learn/Resource-Library/Country-Profiles/Note-d-information-de-l-ISSAT-sur-La-reforme-du-secteur-de-la-securite-au-Niger [consulté le 11/02/2020]

The New Humanitarian (Offner F.), *Alliances mouvantes et menaces croissantes : les principaux groupes insurgés du Sahel*, 19/02/2018, http://www.thenewhumanitarian.org/fr/analyses/2018/02/19/alliances-mouvantes-et-menaces-croissantes-les-principaux-groupes-insurges-du [consulté le 13/04/2020]

United Nations International Children's Emergency Fund (UNICEF), *Niger Coronavirus (COVID-19) Situation Report #01 (Reporting period: 6 to 12 April 2020)*, 15/04/2020, https://reliefweb.int/report/niger/niger-coronavirus-covid-19-situation-report-n-1-reporting-period-6-12-april-2020 [consulté le 11/02/2020]

United States Department of State (USDOS), *Country Reports on Human Rights Practices for 2018. Niger,* 03/2019, http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2018&dlid=288995 [consulté le 12/03/2020]

Voice of America (VOA), *Des groupes djihadistes veulent s'implanter dans l'ouest au Niger*, 06/11/2018, https://www.voaafrique.com/a/niger-des-groupes-djihadistes-veulent-s-implanter-dans-l-ouest/4646403.html [consulté le 11/02/2020]

Voice of America (VOA), *La Cour constitutionnelle valide la réélection de Mahamadou Issoufou au Niger*, 30/03/2016, https://www.voaafrique.com/a/niger-la-cour-constitutionnelle-valide-la-reelection-dissoufou/3261820.html [consulté le 13/04/2020]

Voice of America (VOA), *Le gouvernement nigérien allège le couvre-feu à Niamey*, 22/04/2020, https://www.voaafrique.com/a/le-gouvernement-nig%C3%A9rian-all%C3%A8ge-le-couvre-feu-%C3%A0-niamey/5386920.html [consulté le 22/04/2020]

Voice of America (VOA), *L'ONU suspend ses activités dans la région de Tillabéri pour des raisons sécuritaires,* 08/05/2019, https://www.voaafrique.com/a/l-onu-suspend-ses-activit%C3%A9s-dans-la-r%C3%A9gion-de-tillab%C3%A9ri-pour-des-raisons-s%C3%A9curitaires/4909059.html [consulté le 13/04/2020]

Wikimedia commons, *File:Niger Regions.png*, [Carte], 01/08/2005, https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Niger_Regions.png [consulté le 13/04/2020]

Xinhua, *Niger : 11 morts en une semaine dans un conflit communautaire dans l'extrême sud-est du pays*, 17/06/2019, http://french.xinhuanet.com/afrique/2019-06/17/c_138148689.htm [consulté le 11/02/2020]

Xinhua, *Niger : les quotas féminins vont passer de 15% à 25% pour les fonctions électives (officiel)*, 19/10/2019, http://french.xinhuanet.com/afrique/2019-10/19/c_138484679.htm [consulté le 12/03/2020]

Xinhua, *Niger : prorogation de l'état d'urgence de trois mois dans le département de Filingué (officiel)*, 08/02/2020, http://french.xinhuanet.com/2020-02/08/c_138765144.htm [consulté le 22/04/2020]

Xinhua, *Niger : prorogation de l'état d'urgence de trois mois dans l'est et l'ouest du pays (officiel)*, 11/12/2019, http://french.xinhuanet.com/2019-12/11/c_138622170.htm [consulté le 13/04/2020]